

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 439 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire : 5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire : 25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 439
Janv.-Fév.-Mars 1997
34^e année

DANS CE NUMERO

- Dans les chasses gardées de l'impérialisme français
- Enième victoire de l'anti-fascisme démocratique à Vitrolles
- Non à une intervention impérialiste en Albanie!
- Incessante progression du chômage
- Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (2)
- La mutation du PCF
- Nouvelles des luttes ouvrières: Iran

Renault: déclaration de guerre aux travailleurs

L'annonce soudaine de la fermeture de l'usine de Vilvoorde a bien évidemment fait l'effet d'un coup de massue pour les travailleurs directement concernés. Mais en France certains syndicats au moins s'empressèrent de diffuser les affirmations lénifiantes soufflées par la direction et reprises par la presse, selon lesquelles la fermeture de l'usine belge était une mesure de sauvetage de l'emploi en France. La production de Renault étant dispersée sur trop d'usines, la fermeture de Vilvoorde signifiait que les sites rescapés verraient leur production maintenue, voire développée.

Il n'aura fallu cependant que quelques jours pour que se dissipe ce rideau de fumée simplement destiné à éviter une éventuelle réaction de colère incontrôlable en cas d'annonce de mesures touchant tous les travailleurs. En plus des trois mille licenciements de Vilvoorde (occasionnant en outre la disparition de nombreux emplois dans la sous-traitance), la direction annonça la suppression de 2764 emplois en France et 1032 «reclassements internes». Mais ces reclassements, selon toute probabilité, ne sont qu'un premier pas vers des licenciements plus ou moins rapides. Comble de cynisme, le plan la direction promettait d'embaucher... 150 jeunes «pour compenser le déséquilibre de la pyramide des âges», mais à condition de mettre progressivement 300 autres travailleurs en préretraite (mi-temps). (1)

Comme si tout cela ne suffisait pas, les patrons de Renault ont ajouté qu'il fallait s'attendre à d'autres plans sociaux à l'avenir (dans le jargon des bourgeois «plan social») veut dire attaque contre les prolétaires. Flins, la plus grosse usine de Renault en France (7800 travailleurs) est la plus touchée avec 1224 travailleurs affectés par ces mesures, sous des formes diverses (pré-retraites, mi-temps, etc.). Mais les dirigeants de Flins ont avoué qu'ils voulaient diminuer le nombre d'emplois à 6000 avant la fin de l'année prochaine avec comme objectif de construire une automobile en seulement 17 heures (sous le capitalisme, le

(Suite en page 2)

Sans-papiers, Lois Debré: le besoin de l'action de classe

C'est une habitude courante que d'expliquer la volonté gouvernementale de promulguer les «lois Debré» par un souci de «prendre des voix» au Front National, dans la perspective des futures élections législatives. Sur le même registre, de braves démocrates se sont évertués à expliquer que «l'immigration ne constitue pas le problème principal de la société française» (ce qui, entre parenthèses, est une façon d'affirmer qu'elle, c'est-à-dire la présence d'étrangers non européens, constitue bel et bien

un «problème» pour la société! Où l'on voit que le fossé n'est pas si grand entre démocrates et racistes...). D'autres ont assuré qu'en agissant de la sorte, le gouvernement faisait inconsciemment le jeu de Le Pen. Ces raisonnements, typiques du démocrate petit-bourgeois, donnent une image complètement fautive de ce qui se passe réellement dans la société et qui détermine l'action des forces politiques et des institutions gouvernementales.

Pour le marxisme la xénophobie, l'esprit de supériorité chauvine, le racisme, l'hostilité entre nationalités comme entre catégories, corporations, etc., sont des phénomènes inévitables, «naturels», dans le mode de production capitaliste, où la loi suprême est la concurrence, la guerre de tous contre tous. Lorsque le capitalisme connaît des difficultés, lorsqu'il accroît sa pression sur les classes exploitées et opprimées, lorsque s'aggravent les tensions sociales en même temps que le chômage, la précarité, les bas salaires, les cadences infernales, le racisme et la xénophobie, alimentés par la concurrence entre travailleurs indigènes et étrangers et qui n'avaient jamais disparu, réapparaissent au grand jour et prennent des formes virulentes. La montée du Front National est la conséquence de ce phénomène, ce n'est pas, comme se l'imaginent à l'inverse de façon grotesque les démocrates, l'habileté démoniaque et la

puissance de persuasion d'un Le Pen qui est la cause de la popularité croissante de «ses» idées, d'une «dépénisation des esprits» qui contaminerait jusqu'au gouvernement.

Si donc la xénophobie et le racisme sont le fruit logique d'un mode de production fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas suscités, aiguïsés, utilisés en permanence de façon tout-à-fait consciente par les capitalistes. Tout patron sait qu'il lui faut diviser ses employés, les monter les uns contre les autres, et le recours à des travailleurs de nationalités différentes est un des moyens les plus simples pour y arriver. De la même façon, à un niveau plus général, un gouvernement qui redoute des explosions de luttes ouvrières s'efforcera de tout faire pour accentuer les divisions de la classe ouvrière et en premier lieu en accentuant la division entre les français et les immigrés. Le gouvernement PS-PCF, par la

bouche de son premier ministre Mauroy, avait ainsi accusé les travailleurs islamistes d'être responsables des grèves dans l'automobile. Le gouvernement actuel qui bat tous les records d'impopularité, a en outre un besoin impérieux de retrouver une certaine assise populaire s'il ne veut réussir à faire passer les nombreuses pilules amères que les cercles capitalistes les plus puissants lui imposent d'administrer: ce que Juppé et Chirac appellent les «réformes» et qui sont constituées par le démantèlement de toute une série de mesures sociales devenues insupportablement coûteuses pour le capital, ainsi que les «restructurations» (lire: licenciements, fermetures d'usines, etc.) dont Renault n'est que le premier de la série. La démagogie nationaliste, la xénophobie, la désignation des étrangers extra-européens comme boucs-émiss-

(Suite en page 3)

En marge du centenaire de la mort d'Engels Pour la défense du marxisme (Fin)

Nous terminons notre série sur le rôle d'Engels dans la défense du marxisme par la publication de la fin de l'extrait d'un rapport (1) consacré en partie à la brochure d'Engels «La question paysanne en France et en Allemagne». On peut signaler que lors d'un récent Colloque international réuni à Paris pour le centième anniversaire de la mort d'Engels, un professeur avait fait le déplacement depuis Stuttgart pour affirmer que les vues d'Engels sur l'agriculture n'étaient «plus utilisables» et qu'une politique socialiste devrait s'orienter en direction des paysans moyens

propriétaires - précisément l'orientation combattue par Engels! D'ailleurs la plupart des universitaires participant à ce Colloque ne paraissent avoir qu'un seul but: affirmer le contraire de ce que soutenait le vieux Friedrich; tel (trotskyste) estimait qu'il n'avait pas compris que la religion pouvait être progressiste, tel autre qu'il n'avait pas deviné les potentialités de l'autogestion, un troisième veut en faire le précurseur du révisionniste Bernstein, etc. (2) (voir «Le Prolétaire» n°437 pour la première partie de cette étude).

SÉRIE DE FORMULES FAUSSES

Les formules fausses sont très utiles pour clarifier le «contenu» véritable du programme révolutionnaire moderne. Les anciennes idéologies sociales avaient une forme mystique, mais elles n'en n'étaient pas moins pour autant des cristallisations de l'expérience de l'espèce humaine de la même nature que celle à laquelle nous sommes parvenus à l'ère capitaliste et dans la lutte pour dépasser cette dernière. Nous pouvons dire que les anciennes mystiques avaient la forme respectable d'une succession de thèses affirmatives. La mystique actuelle, la règle normative de l'action des forces subversives dans la société présente, s'ordonne mieux dans une série de thèses négatives. Le degré de conscience de l'avenir, que seul le parti révolutionnaire, et non l'individu, peut atteindre, se construit - au moins jusqu'à ce que la société sans classes soit un fait - de façon plus expressive dans une série de règles du genre: on ne dit pas comme ceci - on ne fait pas comme cela.

Nous espérons avoir présenté sous une forme modeste et accessible un résultat élevé et plutôt ardu. Dans ce but il sera bon, sous la direction d'Engels - un maître en la matière - d'éplucher les formules fausses des considérants de Nantes.

A propos du premier considérant, Engels commence par dire qu'il n'est pas juste de déduire de notre programme général la formule: «les producteurs ne seront libres que lorsqu'ils seront en possession des moyens de production». Le programme français de l'époque ajoutait aussitôt que cette possession n'était possible que sous la forme individuelle, qui n'avait jamais été générale et que le développement industriel rend toujours plus impossible; ou comme propriété commune, forme dont les conditions ont été créées par l'établissement de la société capitaliste. L'unique but du socialisme, affirme donc Engels, est «la possession commune des moyens de production et la conquête collective de ceux-ci». Pour Engels il importe d'établir ici qu'aucune conquête ou conservation de la possession

individuelle des moyens de production par le producteur ne peut figurer comme objectif dans le programme socialiste. Et il ajoute: «Non seulement dans l'industrie ou le terrain est déjà préparé, mais en général, donc aussi dans l'agriculture».

C'est là une thèse fondamentale dans tous les textes marxistes classiques. A moins qu'il ne se soit ouvertement déclaré révisionniste, le parti prolétarien ne peut défendre et protéger un seul moment cette réunion du travailleur avec les moyens de travail qui se réalise à titre individuel, parcellaire. Le texte que nous étudions le répète presque à chaque instant.

Engels conteste en outre le concept exprimé dans la formule erronée sur la «liberté» du producteur. Cette liberté n'est en effet pas du tout assurée par ces formes hybrides, remises en cause par la société actuelle, où le même individu possède la terre et une partie de ses instruments de travail. Dans l'économie actuelle tout ceci

(Suite en page 5)

Renault: Déclaration de guerre aux travailleurs

(Suite de la page 1)

chômage des uns a pour corollaire le surmenage des autres, disait déjà Engels). Le sort de l'usine de Dieppe (391 emplois) n'est pas évoqué par la direction, mais le bruit court d'une fermeture prochaine. Il est connu que la branche poids lourds connaît des difficultés et que la branche transports en communs est en train de subir une réorganisation et des réductions d'effectifs.

La justification de ces attaques à la hache contre les prolétaires est le déficit de Renault pour la première fois depuis 5 ans en dépit de l'augmentation de la productivité et de la diminution régulière du nombre des travailleurs. Non seulement Renault n'arrive pas à augmenter sa part de marché en Europe, mais, selon les explications patronales, la branche automobiles de l'entreprise aurait perdu en moyenne 1000 F par véhicule vendu l'année dernière. Cette façon de présenter les choses donne une idée fautive. En clair cela signifie que Renault n'a pas vendu suffisamment pour atteindre son seuil de rentabilité, ce seuil de rentabilité nécessitant un volume de vente trop élevé, alors que l'environnement très concurrentiel et la baisse du niveau de vie sensible pour une partie de la clientèle limitent fortement la pratique courante de vendre les véhicules à un prix élevé sur le marché national, plus ou moins «tenu» par un dense réseau de concessionnaires, de manière à pouvoir vendre moins cher à l'étranger et y être ainsi plus concurrentiel.

RENAULT, SIGNAL D'ALARME POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE L'AUTOMOBILE

Si Renault est le plus petit des grands constructeurs européens, les problèmes qu'il rencontre sont liés à la **surproduction** de la construction automobile en Europe; ce sont donc des problèmes qui touchent tous les constructeurs, et que d'une façon ou une autre ceux-ci vont faire payer à leurs travailleurs; d'autant plus que l'activité économique marque le pas et qu'une reprise semble peu probable dans une situation où le respect des critères de convergence pour la monnaie unique incitent tous les grands Etats à suivre une politique d'austérité. D'après certaines informations parues dans la presse, si les patrons de Renault ont annoncé avec tant de soudaineté leur décision de fermer l'usine belge, c'est pour prendre de vitesse l'annonce par un autre constructeur (Volkswagen) de la fermeture de son usine belge: l'annonce coup sur coup de la fermeture de deux grandes usines dans un «petit pays» serait difficilement gérable par les autorités belges. En tout cas la décision de Renault a été saluée par le PDG de Daimler-Benz comme une «*décision courageuse*» (de quel cynisme sont capables ces bourgeois!) qui devrait être un exemple à suivre par les autres constructeurs. Peugeot qui, lui, devrait annoncer un exercice bénéficiaire, a préparé cependant un plan prévoyant la disparition de plus de 2000 emplois, selon le quotidien patronal «Les Echos». Les services gouvernementaux lui auraient demandé d'en différer l'annonce jusqu'à ce que l'émotion suscitée par l'affaire Renault se soit dissipée: l'annonce coup sur coup de la liquidation de milliers d'emplois par les deux constructeurs nationaux aurait causé des problèmes au gouvernement de notre grand pays...

Peugeot et Renault avaient demandé au gouvernement son accord (et bien entendu des aides financières!) pour la mise à la retraite anticipée de 40.000 prolétaires de 55 ans et plus contre l'embauche d'une dizaine de milliers de jeunes. Cette demande pouvait difficilement être acceptée au moment où à la suite des routiers, les tramistes et d'autres travailleurs commencent à réclamer un abaissement de l'âge de la

retraite à 55 ans. En France comme dans tous les pays, la bourgeoisie tend à reculer au contraire l'âge de la retraite, pour des raisons de coûts même si effectivement des travailleurs âgés, usés, sont moins efficaces que des jeunes.

Leur plan ayant été refusé par le gouvernement, les constructeurs français se fixent toujours l'objectif de diminuer de 40.000 le nombre d'emplois en 6 ans: les mesures annoncées par le patron de Renault ne sont donc que **les premières d'une série**.

POUR UNE LUTTE VÉRITABLE!

Face à cette volonté bien arrêtée des industriels de l'automobile, avec l'accord et l'appui des autorités (qui, contrairement à ce qu'elles assurent, étaient au courant et ont donné leur feu vert), les prolétaires ne peuvent se défendre qu'en se lançant dans une lutte résolue, et non dans le simulacre organisé par les directions syndicales. Si on laisse de côté l'appui ouvert de FO à la direction de Renault, ou, plus répugnant encore, le numéro de pseudo-solidarité effectué par Nicole Notat, venue à Vilvoorde critiquer une décision décidée par le gouvernement qu'elle soutient de toutes ses forces, il faut bien avoir conscience que «l'euro-grève» d'une heure est complètement insuffisante pour faire reculer Renault.

L'exemple de Vilvoorde est significatif aussi sur ce plan: dans cette usine les syndicats, comme ils l'ont avoué eux-mêmes, ont toujours accédé aux désirs de la direction. La flexibilité est passée sans discussions, de même que l'augmentation des cadences, au point que cette usine était montrée en exemple à tous les travailleurs de Renault: Vilvoorde était l'usine où les travailleurs étaient les plus productifs et où la qualité du travail était la plus grande (2).

Grâce aux syndicats les patrons avaient une main d'oeuvre docile à souhait; mais qu'ont gagné les travailleurs? Leur docilité ne les a pas préservés, elle les a au contraire désignés comme des victimes toutes prêtes.

Refuser de se plier aux diktats des patrons, refuser les mesures de flexibilité, refuser l'augmentation des cadences, refuser de faire le travail de ceux de Vilvoorde (à Douai, la direction a déjà annoncé l'augmentation de la journée de travail de 47 minutes et le travail le samedi pour compenser les pertes de production de Vilvoorde), sont des actes élémentaires qui préparent de la seule façon possible un rapport de force nécessaire pour résister aux coups et pour passer ensuite à l'offensive.

La résignation ne paye pas, seule la lutte paie!

(1) Le PDG de Renault, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, vient de signer un appel contre «l'exclusion sociale» et les réductions d'emplois!!!

(2) En 1993 la Direction de Vilvoorde a

fait passer la «flexibilité» grâce au chantage à l'emploi (menace de supprimer 1000 emplois): gel des salaires, annualisation du temps de travail, horaires de 9 heures par jour, avec un nombre de jour de travail par semaine variable selon les besoins du marché, etc.

IL COMUNISTA (Bimestriale) No 52 - Novembre 1996

-Si vota, si spara, si commercia
-I capitalisti italiani sono riusciti a sfruttare molto più intensamente i «propri» lavoratori salariati dei capitalisti giapponesi. I proletari italiani ringraziano
-Metalmeccanici. Lo sciopero di settembre
-Lo sciopero? per i collaborazionisti è roba vecchia, da soffitta
-Terrorismo e comunismo - III
-Su Auschwitz, sull'antisemitismo ...
-Auschwitz o il grande alibi: Ciò che noi neghiamo e ciò che noi affermiamo
-Bordiga non ha bisogno della pelosa difesa da parte di sedicenti custodi dell'onore della Sinistra comunista
-Budapest 1956: Con la tresca immonda fra comunismo e democrazia, tutto hanno sfasciato i cani rinnegati
-Perché la solidarietà con gli immigrati non resti una parola vana
-Questioni storiche dell'Internazionale comunista - IV (1^a parte)

EN PREPARATION «IL COMUNISTA» NUM. 53/54

Dans les chasses gardées de l'impérialisme français

Pendant que le gouvernement fait voter les lois Debré et expulse à tours de bras des étrangers en situation irrégulière, pendant que les réactionnaires (qu'ils se disent de gauche ou de droite) appellent à la lutte contre l'immigration «clandestine», cette «invasion» qui menacerait «l'identité française», en ayant parfaitement conscience qu'ils alimentent ainsi le racisme et les tendances xénophobes contre tous les étrangers, qu'ils soient en règle en ou non avec l'administration, l'impérialisme tricolore continue en toute impunité à piller et à dominer les pays dont sont originaires bon nombre de ces immigrés et où il s'est solidement installé après les avoir autrefois envahis. Depuis l'accession des anciennes colonies françaises à l'indépendance il y a 35 ans, l'impérialisme français a perpétré 22 interventions militaires sur le continent (dont certaines d'une durée de plusieurs années) sans parler des interventions non officielles, par l'entremise des services secrets ou des mercenaires; mais c'est au cours des années 90 que ce rythme s'est accéléré (10 interventions militai-

LE RETOUR DES AFFREUX AUZAÏRE

Comme l'on sait, la proposition française de l'envoi d'une force militaire internationale dans l'est zaïrois a été enterrée après que les affirmations sur une «catastrophe humanitaire» imminente se soient révélées fausses et après que les autorités rwandaises aient accepté d'ouvrir leurs frontières à une partie des réfugiés hutus. Cependant les progrès de la rébellion (qui chasse devant elle des milliers d'autres réfugiés) et l'incapacité de l'armée zaïroise à faire autre chose que piller les régions qu'elle est censée «défendre» inquiètent au plus haut point les impérialistes français.

Selon «*Le nouvel Afrique-Asie*» (1), ce sont les français qui ont imposé à Mobutu la nomination d'un nouveau chef d'état-major des Forces Armées Zaïroises (limogé il y a quelques années parce que, selon la même source, Mobutu le considérait comme un rival à cause de ses liens trop étroits avec Paris): ce sont toujours les français qui auraient décidé de recruter des mercenaires pour venir en aide aux FAZ, déjà encadrées par une cinquantaine de conseillers militaires français. Si le chiffre de 10 à 15.000 mercenaires en voie de recrutement avancé par ce journal semble bien exagéré, le retour des «*affreux*» (terme utilisé pour qualifier les mercenaires opérant

en Afrique de 1990 à 1996), surtout si l'on songe que parallèlement se sont multipliées les opérations de «maintien de la paix» dans d'autres régions du monde (celle en ex-Yugoslavie étant de loin la plus importante, mais pas la seule). La dernière en date est constituée par les opérations militaires répétées à Bangui (Centrafrique) pour contrer les mutineries et sauver la mise au régime de Patassé. La Centrafrique est un pays d'importance stratégique pour le dispositif militaire français en Afrique de l'Ouest: c'est là que se trouve la plus grosse base militaire tricolore de la région.

Ce véritable record montre que l'impérialisme français, puissance économique de second plan, a recours avec une fréquence de plus en plus frénétique à la force militaire pour compenser ses handicaps dans la concurrence internationale et imposer sa domination dans ses «chasses gardées». C'est l'avertissement qu'il fera preuve demain de la même agressivité bestiale lorsque le prolétariat commencera ici à ébranler cette domination.

en Afrique dans les années soixante) au Zaïre est indéniable: ce sont eux qui ont bombardé des villes prises par les rebelles. Le chef des mercenaires serait un certain Tavernier, un ancien «*affreux*» belge qui en 64-65 avait déjà combattu au Zaïre pour défendre les intérêts de l'Union Minière lors de la tentative sécessionniste katangaise. C'est un proche du sinistre Bob Denard. A ses côtés on trouverait des mercenaires de toutes nationalités (depuis des anciens soldats de l'apartheid, travaillant pour une société spécialisée en mercenaires, jusqu'à des ukrainiens ou russes - il y aurait également des conseillers militaires israéliens) et de nombreux français. Selon «*Libération*» (2), l'état-major des Affreux compterait 16 français, 2 belges et 1 italien et au total 280 mercenaires étaient concentrés fin janvier dans une région stratégique (production d'or) de l'est zaïrois. La présence française est telle que selon un ex-officier zaïrois «*ceux que vous appelez "mercenaires" sont en réalité 500 français des troupes d'élite venus de Bangui, des Commandos de Recherche et d'Action en Profondeur*». Selon d'autres sources «*il y a au moins 100, sinon 200 officiers français. Le nombre de mercenaires est en fait aujourd'hui de près de 2000. Beaucoup sont noirs, leur origine est donc difficilement reconnaissable*» (3).

Le vieux Foccart, l'homme qui sous de

Gaule avait mis en place ses fameux «réseaux» colonialo-mafieux pour quadriller les anciennes colonies et servir de forces extralégales de l'impérialisme tricolore et que Chirac a rappelé auprès de lui, est selon toute vraisemblance l'artisan de cette opération de mercenaires; mais on trouverait aussi parmi les organisateurs des individus liés à l'*establishment* socialiste (des anciens «gendarmes de l'Elysée»). Faut-il alors s'étonner, comme «*Rouge*» (4) qui publie certaines de ces informations, du «*silence des grandes forces démocratiques et de gauches*»? Seuls peuvent le faire ceux qui veulent cacher que ces grandes forces constituent le **social-impérialisme**, comme disait Lénine, ceux qui veulent faire oublier que dans leur passé, y compris le plus récent (soutien du PS aux interventions militaires françaises en Centrafrique), elles ont soutenu de toutes leurs forces le brigandage impérialiste de la bourgeoisie; en fait elles l'ont tout simplement rendu possible en paralysant le prolétariat et en se faisant les propagandistes acharnés du chauvinisme.

L'implication directe, quoique non officielle, de l'impérialisme français n'empêche pas ses porte-paroles de la grande presse de porter les mêmes accusations... contre le concurrent américain: «*les experts des services français s'attachent à analyser le rôle exact des conseillers militaires américains à Kiga-*

Dans les chasses gardées

li. leur degré d'implication dans les initiatives des états-majors des forces régulières rwandaises et la connaissance qu'ils ont - ou non - des méfaits constatés dans l'Est zaïrois et au Rwanda. La majorité de ces conseillers sont d'anciens militaires recrutés par des officines spécialisées aux Etats-Unis dont les activités ne sont pas inconnues du Pentagone, des services et des industriels américains de la défense» («Le Monde», 27/2): on croirait lire une description des activités des impérialistes français que l'honorable quotidien, exemple prétendu de la «qualité» et de l'«objectivité» de la grande presse, n'a jamais songé à faire pour ses lecteurs!

LES CONFESSIONS DE L'ANCIEN PDG D'ELF

Loïc Le Floch-Prigent (LF-P) nommé par la gauche à la tête de la société pétrolière Elf, puis nommé par Chirac à la tête de la SNCF, a été mis en examen puis mis en prison pour cause de corruption (à la suite, selon lui, de manoeuvres de son successeur Ballardurien). Au bout de quelques mois d'incarcération il a confié à la presse des renseignements fracassants sur l'activité de la société qu'il a dirigé (5). Ces informations ne constituent pas des révélations en elles-mêmes, mais leur importance tient à leur auteur: elles montrent avec une clarté inhabituelle le fonctionnement d'un rouage de l'impérialisme. Il est certain que l'ancien PDG doit connaître des informations beaucoup plus brûlantes, en faisant publier une partie de ce qu'il sait, il laissait entendre qu'il était prêt à en dire plus. Le message a bien été reçu et il a été remis en liberté quelque temps plus tard...

Elf est la première entreprise industrielle française, avec le troisième plus gros bénéfice (plus de 5 milliards de francs en 95) et employant plus de 85 000 personnes. La création de cette deuxième société pétrolière en France (il existe aussi Total), selon LF-P, «est un acte politique qui avait 3 raisons: 1) les gaullistes voulaient un véritable bras séculier d'Etat, en particulier en Afrique. Total n'était pas obéi-

sant. 2) Les gaullistes souhaitaient une sorte de ministère du pétrole inamovible assurant l'approvisionnement de la France, puis que le pétrole algérien n'était géré par les Français que jusqu'en 1971. (...) 3) Les gaullistes souhaitaient disposer d'une sorte d'officine de renseignements dans les pays pétroliers. (...) La réussite à cet égard est totale. C'est grâce à Elf que la France maintient une présence en Afrique et l'élargit à d'autres pays. - Ainsi au Gabon où Elf nomme Bongo; - mais c'est vrai du Congo, devenu quelque temps marxiste (sic! - Ndlr), mais toujours sous contrôle d'Elf; - c'est aussi vrai pour le Cameroun où le président Biya ne prend le pouvoir qu'avec le soutien d'Elf pour contenir la communauté anglophone de ce pays; - Houphouët-Boigny cède le leadership de l'Afrique francophone à Bongo à cause du pétrole et de la présence d'Elf (...); - Elf s'introduit en Angola, au Nigéria et plus récemment au Tchad à la demande du gouvernement français qui veut étendre sa zone d'influence et la sécuriser grâce à des liens économiques solides».

LF-P raconte encore que «des tâches diplomatiques qui lui/ sont confiées» (par le gouvernement socialiste) sur le continent africain portent sur le Tchad et le Cameroun (éviter que le futur pipe-line amenant le pétrole issu du gisement découvert par des sociétés américaines passe par les régions anglophones du Cameroun), sur l'Angola (faire en sorte qu'aucune des deux parties de la guerre civile ne gagne), sur les querelles territoriales entre le Cameroun et le Nigéria, sur le maintien des liens avec la Syrie, avec l'Irak, etc., sans oublier une action dans d'autres régions du monde (Asie centrale, Europe). L'interpénétration d'Elf et des services secrets est tellement étroite et impénétrable qu'il demandera l'appui des Renseignements Généraux «pour essayer d'y voir clair dans les réseaux de renseignements» tout en se «désintéressant de l'aspect purement politique du renseignement» (!)...

FASTES DU NÉO-COLONIALISME

Ce que l'«invasion» impérialiste signifie

concrètement pour les populations, nous pouvons en avoir une idée à la lecture de documents de l'organisation «Amnesty International» (AI) qui, une fois n'est pas coutume, s'est enhardi jusqu'à mettre presque directement en cause la responsabilité française dans deux de ses anciennes colonies. Au Niger, après le coup d'Etat de janvier 96 avalisé par la France, AI dénonce les arrestations arbitraires, l'interdiction des partis, la torture et les mauvais traitements; «des dizaines de membres des partis ont été détenus au secret et battus. Beaucoup d'entre eux ont été soumis en public à des traitements dégradants, certains ont été déportés, d'autres ont été victimes de simulacres d'exécutions».

Ils'agit ensuite du Tchad où AI va jusqu'à écrire qu'il est aussi important «de mettre en cause les autorités tchadiennes responsables des violations des droits de l'homme» que «de réfléchir sur la finalité de l'aide militaire que certains pays accordent au Tchad» (6). AI estime à 40.000 le nombre des victimes du régime précédent de Hissène Habré, mais, écrit-elle, «ne pas tirer les leçons du passé et poursuivre la coopération militaire avec son successeur qui perpétue les mêmes pratiques est tout aussi cynique, voire criminel» (7). Le rapport d'AI énumère les abus commis «en toute impunité» par les forces de répression: arrestations arbitraires, conditions de détention inhumaines, tortures, exécutions; «le viol systématique entre aussi dans le cadre de la politique de répression et d'intimidation». En mars 96, sous prétexte de pourchasser des rebelles, les soldats ouvrent sans sommation le feu sur des civils faisant leur marché (11 blessés graves). AI écrit: «les autorités françaises ne peuvent ignorer que les véhicules tout-terrain, le carburant, les moyens de transmission et les menottes livrés au titre de l'assistance militaire technique ont été détournés de leur fonction initiale pour exécuter et torturer» et elle cite deux cas où les coopérateurs français ont constaté les mauvais traitements infligés aux prisonniers sans s'émouvoir le moins du monde.

On peut ajouter que le 14/1/96 le gouvernement tchadien donnait à sa gendarmerie (encadrée par des instructeurs français) l'or-

dre suivant: «Aucun voleur ne doit faire l'objet d'une procédure quelconque. En cas de flagrant délit, procéder immédiatement à son élimination physique». Cette instruction, justifiée par les plus hautes autorités tchadiennes, a déjà été exécutée à plusieurs reprises, y compris sur une femme enceinte et un élève (8).

Quelle serait donc cette «fonction initiale», sans doute légitime et humaine, de la coopération militaire? Il faut une sacrée dose de crétinisme démocratique et pacifiste pour écrire que «tout particulièrement la Chine, les Etats-Unis et la France ont accordé un soutien politique, financier et surtout militaire à tous les gouvernements qui se sont succédés au Tchad, sans avoir l'air de se soucier des conséquences pour les victimes des violations». Mais une organisation humanitaire, même la plus sincère qui soit, refusera toujours de constater la réalité, à savoir que la domination impérialiste serait impossible sans le recours à la terreur, à la violence, aux abus de toutes sortes. Parce que ce serait admettre qu'il n'existe qu'une seule façon des s'opposer aux abus et crimes de toutes sortes: s'engager dans la lutte de classe pour détruire l'impérialisme en renversant le mode de production capitaliste dans le monde entier.

(1) Le nouvel Afrique Asie, n° 89, Février 97.

(2) Libération, 24/1/97.

(3) Le nouvel Afrique Asie, n° 90, Mars 97.

(4) Rouge, n° 1720, 20/2/97.

(5) L'Express n° 2371, 12-18/12/96.

(6) Le Monde, 17/10/96. Le Monde s'est bien gardé de citer les accusations précises et accablantes du rapport d'Amnesty International. Fidèle à sa pratique constante lorsqu'il s'agit des méfaits de l'impérialisme français, il n'a porté à la connaissance de ses lecteurs que quelques phrases insignifiantes, le censurant ainsi habilement.

(7) Libération, 10/10/96.

(8) Libération, 10/1/97, cité par «Billets d'Afrique et d'ailleurs» n° 43 (février 97).

Sans-papiers, Lois Debré: le besoin de l'action de classe

(Suite de la page 1)

saires de la crise sont une des seules cartes, mais très efficace, à sa disposition.

LA MOBILISATION DE COUCHES PETITES-BOURGEOISES NE PEUT REMPLACER L'ACTION PROLÉTARIENNE

Ces considérations permettent donc de comprendre les causes affectives de l'attitude du gouvernement ainsi que de celle des diverses forces politiques et syndicales. Elles permettent aussi de mesurer l'enjeu réel de la promulgation répétée de lois anti-immigrés et des mesures continues contre les travailleurs étrangers. Non les repoussantes «valeurs de la République» bourgeoise ou les hypocrites «principes de la démocratie» impérialiste: les unes comme les autres se sont toujours fort bien accommodés de l'oppression, de l'exploitation, de la répression, de la colonisation, des guerres et des massacres en tout genre. C'est au nom des éternels principes que les colonialistes français sont allés soumettre les peuples colonisés aux joies du travail forcé et que bien avant les nazis allemands ils ont inventé les tortures les plus bestiales et les formes de répression les plus sauvages pour écraser leur résistance. C'est au nom des valeurs de la République qu'il y a plus d'un siècle les gouvernants bourgeois massacraient les prolétaires parisiens insurgés ou qu'il y a un peu plus de trente ans les forces de police dirigées par un certain Papon, sous les ordres d'un gouvernement du chef de la «France libre», jetaient des centaines de travailleurs algériens dans la Seine.

La mobilisation de secteurs de l'intelli-

gentsia et de la petite-bourgeoisie se fait inévitablement au nom des grands principes bourgeois qu'elle reproche au gouvernement de ne pas respecter. Ces éléments se sont indignés contre l'un des articles de la loi qui était en fait une première étape vers la création d'un fichier des hébergeants et qui avait pour but de jeter la suspicion sur les personnes recevant trop souvent des étrangers venus des pays dits «à risque» (les pays pauvres). Mais le moteur réel de leur mobilisation est la dégradation de la situation économique touchant même de larges couches petites-bourgeoises et suscitant un mécontentement diffus qui peut éclater pour un motif ou un autre. Lorsque le gouvernement a reculé en supprimant l'article litigieux, le mouvement laissé à sa dynamique propre, était condamné à s'éteindre en l'absence de forces désireuses de l'étendre franchement à la classe ouvrière et de lui donner une solide orientation prolétarienne. Le rôle des grands appareils de l'opportunisme politico-syndical a été décisif à cet égard, comme en témoigne la rapide enquête du quotidien «Libération» auprès de responsables syndicaux de grandes entreprises (Renault, Peugeot, Moulinex, etc.). Le journal demandait s'ils envisageaient de faire circuler des pétitions de protestation contre les lois Debré; la réponse a toujours été négative, avec comme raison soit que les lois Debré n'étaient pas un problème important pour les travailleurs, soit que cela aurait risqué de diviser les ouvriers. Pour la bonzennerie syndicale il n'est pas question de s'opposer, ne serait-ce que sous la forme bien inoffensive de pétitions, aux efforts gouvernementaux pour aggraver encore les divisions déjà trop présentes entre prolétaires français et immigrés, pour maintenir et renforcer l'hostilité générale envers les travailleurs étrangers. Y a-t-il besoin d'expliquer que cette attitude, qui affaiblit toute la classe ouvrière face au patronat

et à l'Etat, suffit à démontrer que ces appareils syndicaux sont étrangers à la défense réelle des intérêts généraux du prolétariat et que leur seul but est la gestion du statu-quo entre les classes?

LES PARTIS DE GAUCHE FIDÈLES AUX ORIENTATIONS ANTI-IMMIGRÉS

Tout le monde a pu constater que le mouvement d'indignation et de protestation contre les lois Debré s'est déclenché et s'est développé en dehors des partis de gauche, voire en partie contre. Bien que les intellectuels qui ont lancé le mouvement fassent traditionnellement partie de la clientèle du Parti Socialiste, ce dernier a d'abord condamné les appels à la désobéissance civile, a refusé de prendre l'engagement de supprimer ces lois, exactement comme il s'était précédemment refusé à supprimer les lois Pasqua en cas de victoire électorale. Ce n'est que devant le succès des diverses initiatives et surtout de la manifestation parisienne qu'il a commencé à modifier sa position. De même le PCF, bien qu'il ait été plus rapide que le PS à mesurer l'hostilité aux lois Debré et donc à se mettre au diapason, a d'abord refusé de s'associer au mouvement et en particulier de parler de désobéissance aux lois sous prétexte que les lois n'avaient pas encore été votées! Ces deux partis avaient aussi pris bien soin de ne pas être présents lors du premier examen des lois au parlement. Même jouer la comédie de l'opposition parlementaire aux lois Debré leur semblait politiquement inopportun. Pour des partis d'opposition il était difficile d'aller plus loin dans le consentement tacite avec la politique gouvernementale! Ce consentement tacite s'était déjà ouvertement manifesté lors des travaux préliminaires à ces lois: le PS et les Verts avaient ainsi officiellement trouvé des points positifs à l'avant-projet de loi.

Ces attitudes ne doivent pas surprendre. PS comme PCF étaient les partisans acharnés du contrôle de l'immigration lorsqu'ils étaient dans l'opposition (Hue se fit d'abord connaître, lorsqu'il n'était que maire, par ses déclarations anti-immigrés), tandis qu'avec la CGT et la CFDT, ils divisaient les prolétaires en isolant les luttes des travailleurs étrangers de leurs camarades français, ou que dans de nombreuses municipalités ils instauraient discrètement des quotas d'immigrés pour les accès aux HLM; puis, au gouvernement, ils s'employèrent à renforcer ce contrôle; ce sont eux qui ont légalisé les prisons clandestines pour étrangers, en les rebaptisant pudiquement «centres de rétention»; ce sont eux qui ont institué les fameux «certificats d'hébergement» (obligatoirement signés par le maire de la commune), etc, avant d'inventer les expulsions par charters, etc. L'opération de légalisation des sans-papiers que leur reprochent les députés réactionnaires, était, comme nous l'avions dénoncé à l'époque, le préambule nécessaire à ce renforcement du contrôle de l'immigration.

Ce sont encore eux qui, inlassablement, depuis des décennies, ont diffusé dans les rangs prolétaires le poison du nationalisme, du chauvinisme, en même temps qu'ils s'efforçaient avec succès de faire oublier toutes les orientations et tous les principes de la lutte de classe et de les remplacer par les principes de la démocratie et du chacun pour soi.

Ce sont eux qui aujourd'hui laissent dans l'isolement les luttes des sans-papiers, comme ceux de Lille, en grève de la faim depuis des semaines.

L'EXTRÊME GAUCHE, SUIVISTE DE L'OPPORTUNISME ANTI-OUVRIER

A côté des grands appareils réformistes,

(Suite en page 4)

Sans-Papiers, Loi Debré: le besoin de l'action de classe (Suite de la page 3)

canaux principaux de la domination bourgeoise sur la classe ouvrière, l'extrême gauche prétendument révolutionnaire joue un rôle peu reluisant. La LCR, sans aucun doute en pointe dans le soutien aux sans-papiers, en coude à coude avec les inévitables personnalités religieuses et autres, fait tout ce qu'elle peut pour confiner ce soutien dans une orientation humanitaire et interclassiste qui ne peut que stériliser leur lutte et faire obstacle à son élargissement. Lors du mouvement contre les lois Debré elle a joué les entremetteurs entre les intellectuels et le PCF, avec sans aucun doute l'espoir de gagner son ticket d'entrée dans une prochaine union de la gauche.

De son côté, avant de changer de position pour coller au PCF, Lutte Ouvrière a d'abord condamné le mouvement, avec des arguments inspirés de ceux des porte-paroles gouvernementaux: «Les intellectuels qui appellent à la désobéissance contre la loi Debré sur l'immigration sont pour la plupart loin des préoccupations des travailleurs, y compris de la grande majorité des travailleurs immigrés.» (Lutte Ouvrière, 21/2/97) et elle n'a pas

participé à la grande manifestation parisienne du 22 février. La dénonciation de la «petite bourgeoisie intellectuelle» paraît incongrue de la part de cette organisation centriste coutumière des appels aux «petites gens» lors des élections, si l'on ignorait que son suivisme par rapport à certaines couches de l'aristocratie ouvrière qui servent de base au PCF l'a conduite depuis longtemps à épouser leurs préjugés anti-immigrés et leurs sentiments de supériorité nationale (voir son attitude lors des affaires de voile islamique). C'est pourquoi LO a toujours méprisé les luttes et les problèmes des travailleurs étrangers et a toujours refusé de prendre position contre le contrôle de l'immigration. Lors des manifestations de l'été dernier, LO avait choisi comme slogan: «non au renforcement des lois anti-immigrés» et elle affirmait que la lutte des sans-papiers n'était «pas un problème prioritaire» pour justifier son abstention. Maintenant, elle jugeait que même ce renforcement ne justifie pas de manifester, au point que le PCF et le PS ont été plus rapides qu'elle pour s'adapter au mouvement!

En polémiquant avec sa fraction minoritaire (qui était représentée à la manif du 22 février) LO (7/3/97) donne comme raison à sa non participation que les intellectuels organisateurs ne dénonçaient pas les lois anti-immigrés passées sous la gauche et en

particulier le système des certificats d'hébergement. Bien, mais alors pourquoi LO a-t-elle appelé à la manifestation du 25 février devant le sénat, qui ne les dénonçait pas davantage? Tout simplement parce que le PCF faisait partie des organisateurs. LO invoque aussi les arguments des intellectuels sur les «droits du citoyen» et les «traditions françaises». Bravo! Mais alors pourquoi en août 96 LO avait-elle signé un appel à Chirac à propos des sans-papiers où le souci de «l'image de la France» était invoqué en premier? Tout simplement pour coller comme d'habitude au PCF...

POUR UNE RIPOSTE DE CLASSE AUX MESURES ANTI-IMMIGRÉS!

Il n'y a donc pas d'illusions à avoir. Le développement de la xénophobie, de l'hostilité envers les travailleurs étrangers, du racisme répondent à des orientations fondamentales de la société bourgeoise pour diviser le prolétariat que ni l'appel aux idéaux bourgeois, ni la recherche du soutien des partis ou syndicats réformistes, grands ou petits, ne pourront jamais empêcher. En renforçant toujours davantage les mesures contre tous les travailleurs étrangers, sous le prétexte de lutter contre les «clandestins» - des prolétaires sans papiers, sans droits, voués à une exploitation négrière -, la bourgeoisie veut paralyser une partie du prolétariat et la désigner comme bouc-émiss-

saire à ses camarades. Elle s'attaque ainsi en fait à tous les prolétaires.

La lutte contre les mesures et discriminations anti-immigrés, la lutte contre le contrôle de l'immigration est une question vitale pour la classe ouvrière. En abandonnant une partie d'entre elle aux coups de l'adversaire de classe, elle se rend incapable de mener une action efficace de défense contre l'offensive bourgeoise qui redouble et demain de passer à l'attaque contre le système capitaliste.

L'unification de la classe ouvrière passe par une lutte résolue, ouverte, sans réticences, contre toutes les mesures infligées aux travailleurs étrangers, contre toutes les mesures de fermeture des frontières et de restrictions de circulation des prolétaires, contre toutes les campagnes pour criminaliser les prolétaires sans-papiers et pour leur régularisation, contre toutes les expulsions.

● RÉGULARISATION IMMÉDIATE DE TOUS LES SANS-PAPIERS!

● RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE DES CARTES DE SÉJOUR!

● NON AUX EXPULSIONS!

● PROLÉTAIRES FRANÇAIS, IMMIGRÉS, AVEC OU SANS-PAPIERS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE!

Enième victoire de l'anti-fascisme démocratique à Vitrolles

Le succès électoral du Front National à Vitrolles a eu un impact national. La victoire de la liste emmenée par l'épouse de Mégret a été en effet acquise en dépit des appels venus de tout l'horizon politique à faire barrage à l'extrême droite au nom de l'anti-fascisme (plus précisément cette alliance a pris le nom de **Front républicain**). Les enseignements qu'il est possible de tirer de cette élection ont beaucoup plus de portée que les conséquences directes de cet épisode électoral.

LE FRONT RÉPUBLICAIN, FORMULE SUPRÊME DE LA COLLABORATION DE CLASSES

Au nom du Front républicain, le Premier ministre Juppé a appelé à voter pour la liste socialiste, de même que Léotard et Gaudin qui dans le Var et les Bouches-du-Rhône se sentent menacés par le succès électoral du FN. A l'autre bout de l'échiquier politique, les trotskystes ont eux aussi appelé à voter pour les socialistes. La LCR avait mené une campagne de soutien à la liste Anglade dès le premier tour et, en bon sergent-recruteur de sociaux-démocrates, réussi de son propre aveu à dissuader des jeunes à constituer une liste d'extrême gauche qui aurait pu gêner les socialistes. Pour la LCR l'unité anti-fasciste est un impératif qui ne tolère aucune expression dissidente à gauche des partis réformistes; autrement dit elle signifie: *aplatissement total devant le réformisme*, même sur le plan simplement électoral.

L'unité anti-fasciste va même bien plus loin, comme on l'a vu à Vitrolles. Face au Front National, tous les partis, toutes les classes devraient s'unir, «révolutionnaires», réformistes, gaullistes, conservateurs, prolétaires et bourgeois, tous auraient, au dessus de leurs divergences particulières, un intérêt supérieur en commun - la démocratie, la République - menacé par Le Pen et ses acolytes. Au nom de cet intérêt supérieur à défendre avant toute autre chose, les prolétaires devraient se retrouver au coude à coude avec Juppé, avec Léotard et Gaudin, politiciens réactionnaires et mafieux, pour soutenir un maire qui, à l'image des secteurs les plus modernes de son parti, a fait la preuve de son affairisme, de son mépris pour les habitants prolétaires de la commune, de sa haine pour les travailleurs étrangers et leurs familles. Un des derniers tracts de la liste Anglade en proclamait-il pas: «**Tout ce que le Front National propose, nous l'avons fait!**»?

Voilà pour qui les trotskystes, en front

unique avec le premier ministre et l'ami de l'extrême droite chrétienne Léotard, faisaient du racolage. Ce n'est pas accidentel! Toujours et partout l'anti-fascisme démocratique consiste à enchaîner le prolétariat à une partie de la classe dominante, à lui faire soutenir une forme particulière de l'Etat bourgeois, donc à lui faire renoncer à défendre ses intérêts propres, à mener sa propre lutte de classe, par crainte que la fraction «extrémiste» de la bourgeoisie ne tourne vers la solution fasciste, c'est-à-dire abandonne les formes douces, consensuelles de sa domination pour avoir recours à la violence ouverte, lorsqu'elle sent cette domination vaciller ou qu'il lui faut, sous d'inexorables déterminations économiques, écraser au delà de toute limite le prolétariat afin d'en tirer une quantité de plus-value supplémentaire. Dans ces conditions l'anti-fascisme démocratique est évidemment impuissant à arrêter une évolution qui est celle de la classe bourgeoise dans son ensemble; par contre il n'est que trop efficace pour désarmer le prolétariat, lui faire croire qu'il peut par sa soumission, arrêter le coup qui va le frapper ou que l'appareil de domination de la classe ennemie - l'Etat - va le protéger.

LE DANGER MORTEL DE L'ANTI- FASCISME DÉMOCRATIQUE

La fonction réelle de l'anti-fascisme démocratique est donc d'anesthésier le prolétariat pour qu'il ne puisse pas se défendre; puis

lorsque ceci est réalisé, l'anti-fascisme devient inutile et les bourgeois démocrates se convertissent en un clin d'oeil en fascistes et prennent part à l'écrasement du prolétariat. Ce n'est pas là de la duplicité, mais l'attitude que leur dicte la défense de leurs intérêts de classe; la seule chose qui peut retenir les bourgeois, c'est la crainte des réactions prolétariennes incontrôlables, le risque de déclencher une lutte radicale de la part des exploités, et c'est précisément ce risque que l'anti-fascisme démocratique s'emploie à prévenir. Il a rempli victorieusement son rôle lorsqu'il a réussi à persuader les prolétaires de faire confiance en l'Etat et de s'unir avec leurs ennemis de classe.

A la petite échelle d'une élection municipale, c'est exactement une telle victoire qu'a remporté l'anti-fascisme à Vitrolles ou précédemment à Dreux. Peu importe si dans un cas l'extrême droite a remporté l'élection et dans l'autre elle l'a perdue. La victoire essentielle de l'anti-fascisme démocratique tient à ce qu'il a réussi à persuader une bonne partie des prolétaires jouissant du droit de vote (les autres, prolétaires étrangers, étant seulement utilisés pour effrayer les petits-bourgeois) que le fascisme menaçait, que le combat décisif était électoral et qu'il fallait faire bloc y compris avec le parti au pouvoir, directement responsable de la détérioration de leur situation!

LE FN: ÉPOUVANTAIL DE LA BOURGEOISIE

Le Front National est sans aucun doute un adversaire résolu du prolétariat. Mais son adversaire immédiat, celui qui lui inflige des grêles de coups et en prépare d'autres encore

plus violents, n'est-ce pas le gouvernement de la bourgeoisie? Les nervis du FN sont de sinistres individus qui rêvent de ratonner les étrangers et de matraquer tout ceux qui les dénoncent. Mais les bandes les plus criminelles ne sont-elles pas les bandes légales de l'Etat bourgeois, appareil répressif et anti-prolétarien, tout démocratique qu'il soit? Les dénonciations hystériques du Front National servent en réalité, 99 fois sur cent au moins, à redorer le blason de la Démocratie et de l'Etat bourgeois.

Les plus dangereux pour le prolétariat ne sont pas les militants du FN, mais ceux qui agitent l'épouvantail fasciste pour appeler à la collaboration de classes, pour prêcher la soumission éternelle à l'ordre bourgeois, pour empêcher le prolétariat de retrouver la voie de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste, de la lutte de classe. La rupture avec la mortelle collaboration des classes, dont l'anti-fascisme démocratique est la forme suprême, est la condition nécessaire pour que la classe ouvrière puisse résister à l'exploitation capitaliste et aux attaques bourgeoises, qui ne lui sont pas infligées par le FN, mais par le RPR et ses alliés aujourd'hui, par le PS et ses alliés du PCF, hier. Elle sera également nécessaire demain lorsque l'épouvantail Le Pen ne suffisant plus à intimider les prolétaires, le fascisme deviendra une menace effective pour une classe qui aura recommencé à lutter réellement.

Alors la lutte contre les bandes fascistes, inévitablement alliées aux forces légales, ne se mènera pas à coups de bulletins de vote et elle n'aura que faire des jérémiades démocratico-pacifistes.

Fascisme, anti-fascisme et lutte prolétarienne (2)

Nous avons donné dans notre dernier n° quelques exemples de l'orientation classiste avec laquelle le Parti Communiste d'Italie, dirigé par notre courant, avait engagé la lutte contre le fascisme, considéré comme l'instrument suprême de la classe bourgeoise dans l'affrontement avec le prolétariat et non comme une résurgence de tendances archaïques menaçant les progrès de la civilisation démocratiques. Nous n'avons pas la place de décrire de façon détaillée l'attitude du Parti Socialiste, attitude qui préfigura celle prise par la suite non

seulement par tous les sociaux-démocrates mais par tous les démocrates anti-fascistes: refus et sabotage de toute action autonome de la classe ouvrière, alliance inter-classiste pour défendre la «légalité», la «démocratie», la «paix civile», etc., bref pour défendre une forme particulière de la domination de la classe bourgeoise et prévenir tout risque d'action prolétarienne révolutionnaire. Nous rappellerons donc seulement les événements cruciaux et les leçons fondamentales, que nous en tirons, à l'opposé de celles de l'antifascisme démocratique.

LE RÔLE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Après les élections de mai 1921 où les fascistes réussirent à faire élire 35 députés, un regain d'attaques fascistes contre le prolétariat se déclencha au début de l'été, faisant des dizaines de morts, en 6 mois 17 journaux

ouvriers avaient été détruits, 29 Maisons du Peuple, 110 Bourses du Travail, 83 sièges de ligues paysannes, 151 cercles ou sièges de partis prolétariens avaient été détruits. Que faisaient les socialistes pendant ce temps? Ils **négoient avec les fascistes**, et plus les attaques des bandes noires seront féroces, plus ils se montreront pressés d'aboutir. Le fait peut paraître mou, mais l'explication est simple.

les socialistes sont des **parlementaires**, et puisque désormais les fascistes sont représentés au parlement, ils s'imaginent que par des conversations entre députés, on peut leur faire entendre raison.

Mais si les fascistes se préparaient à une métamorphose, ce n'est pas à celle que les socialistes escomptaient. Formant jusque là un réseau assez lâche de groupes armés et mal

Fascisme et anti-fascisme ...

disciplinés, opérant à l'échelle locale ou régionale et bien souvent imbus de prétentions innovatrices ou même «révolutionnaires», il est sur le point de se transformer en **parti centralisé** (formation du Parti National Fasciste en novembre 1921). Ce parti n'est pas seulement légalitaire et parlementaire comme tous les autres, il est aussi illégal et matraqueur. Composé à la fois de députés et d'hommes de main, de gentlemen en gibus et de voyous en chemise noire, il présente un double aspect qui répond au double aspect de l'Etat bourgeois lui-même, avec sa façade de démocratie politique et sa fonction réelle de répression de classe. Tel qu'il est, il constitue le **parti unitaire** de la bourgeoisie, et c'est en tant que seul parti capable de fournir à l'Etat un appareil répressif et bureaucratique supplémentaire qu'il pose désormais sa candidature au gouvernement. Pour y accéder il n'a nul besoin d'une «révolution», comme le prouva sa très légale «marche sur Rome» en 1922, et il sait qu'une fois au pouvoir, il pourra compter sur l'appui de l'**écrasante** majorité des partis traditionnels démocratiques, gouvernementaux et extra-gouvernementaux.

Tout ceci ne signifiait nullement que le fascisme renonçait à la violence **contre le prolétariat**: simplement il avait trouvé dans le Parlement une «couverture» idéale à son action armée, et du même coup un **alibi** prouvant sa respectabilité démocratique.

En «acceptant» de négocier avec les socialistes, il visait uniquement à désarmer et désorienter les prolétaires, comptant bien que le PSI et la CGT leur lieraient les mains. Aveuglé par son pacifisme social, le PSI ne voit rien, ne prévoit rien, et si, face au prolétariat, le rôle qu'il joue est ignoble et criminel par ses effets démobilisateurs, face au fascisme, il est pitoyable, tant il est clair que, sur le terrain de la négociation c'est ce dernier qui part nécessairement gagnant.

Les négociations se dérouleront discrètement, seront présentées tout d'abord comme des «initiatives privées», mais les socialistes feront circuler la rumeur que les communistes y participent, bien évidemment pour troubler les prolétaires. Le PC d'I. publie des mises au point, par exemple:

CONTRE LA PAIX FASCISTE

Cohérent avec les principes et la tactique communistes, le Parti communiste d'Italie n'a pas besoin de déclarer qu'il n'a rien de commun avec les ententes entre socialistes et fascistes que les premiers ont reconnues et démenties seulement entre ce qui concerne les termes de l'accord. Il dénonce devant le prolétariat l'attitude des socialistes dont il se réserve d'illustrer la honteuse signification. Puisque, selon des bruits qui n'ont pas été démentis, la CGT se chargerait de représenter dans les négociations et dans les engagements qui en découleront tous les syndicats, y compris les communistes organisés dans ses rangs, le PC d'Italie déclare absurde la prétention des dirigeants confédéraux de représenter la minorité communiste qui milite au sein des syndicats dans le but de faire pièce à l'orientation opportuniste et contre-révolutionnaire de ceux-ci, sur le terrain d'une action nettement politique (Il Comunisti, 10/7/21).

Le 3 août le «Pacte de pacification» est signé officiellement entre les représentants du PSI, de la CGT et des fascistes en présence du président du Parlement qui en est co-signataire. Les points principaux en sont les suivants:

«Les représentations sus-mentionnées s'engagent à oeuvrer immédiatement en sorte que les menaces, vois de fait, représailles, punitions, vengeances, violences personnelles de quelque espèce que ce soit cessent sur le champ. Les insignes, emblèmes et drapeaux de l'une et l'autre partie seront respectés (Ndlr: de quoi se préoccupent ces Messieurs, en cette époque sanglante!). Les deux parties s'engagent à respecter leurs organisations économiques respectives (Ndlr: la CGT et le PSI reconnaissent ainsi les syndicats fascistes naissants!). Les deux représentations désa-

vouent et déplorent par avance toute action ou comportement constituant une violation du présent engagement et accord».

L'hypocrisie social-démocrate était telle qu'au même moment où se déroulaient les négociations secrètes entre fascistes et socialistes, le PSI envoyait une délégation au IIIe Congrès de l'Internationale Communiste pour y demander son adhésion! Cette demande fut repoussée, mais la direction de l'Internationale, déjà à la recherche d'expédients pour accélérer l'audience des communistes et suspectant du «sectarisme» dans l'intransigeance du PC d'I., crut bon de déclarer, après le Congrès, qu'elle était prête à admettre le PSI, pourvu qu'il expulse son aile droite. La signature du pacte avec les fascistes constitua la réponse du PSI...

AUCUNE TRÊVE

Ce pacte impliquait quelque chose de pire encore qu'un engagement à désarmer les forces prolétariennes: un engagement à les abandonner à la violence répressive de l'Etat, considérée comme «légitime». Il ne signifiait pas seulement: *Jetons les armes!* Mais: *Etat, empêche par les armes toute lutte armée!* Puisqu'un seul parti, le Parti communiste, repousse l'invitation à la trêve, ton devoir, Etat bien-aimé est de le contraindre à l'observer. Le président du Conseil, le renégat du socialisme Bonomi, exclu du PSI en 1912 pour avoir soutenu la guerre contre la Libye, envoya une circulaire aux préfets pour avertir que même ceux qui n'avaient pas signé le pacte de pacification devaient respecter la loi et prendre la voie du désarmement et de la renonciation à la lutte. Le 14 août *Il Comunisti*, le quotidien du PC d'I répondait aux appels à la trêve:

L'absent

L'idée dont s'inspire l'appel aux masses ou aux autorités politiques est le suivant: le pacte signé à Rome engage les partis à la pacification et au désarmement. Là est... l'erreur. Nous le regrettons pour M. Bonomi et ses préfets, mais si nous, communistes, nous ne nous sommes pas rendus à Rome, ce n'est pas pour éviter l'inconvénient ou les frais du voyage, mais parce que nous savons bien que ni aujourd'hui, ni demain, les classes ne pourront se réconcilier et se pacifier et que l'illusion d'une trêve dans la guerre de classe enlève au parti politique de la classe ouvrière le droit de conduire le prolétariat à la révolution.

Nous nous sommes abstenus parce que les principes et la tactique communistes ne tolèrent ni trêve ni ménagements dans la lutte de classe, parce que nous devons interpréter historiquement l'ensemble des aspirations politiques et économiques des classes travailleuses, même si cela doit nous valoir une impopularité momentanée. Il est naturel que l'Etat voie avec sympathie une campagne comme celle des socialistes pour le retour à la légalité et au respect de la loi. Mais nous qui sommes contre la loi et qui savons qu'en régime bourgeois, la normalité équivaut au raffermissement de l'autorité de la classe dominante aux dépens des conquêtes ouvrières et de la préparation révolutionnaire du prolétariat, nous devons être bannis de la société bourgeoise en tant qu'ennemis de ses institutions et de tous ceux qui sont ses complices.

Avec sa récente circulaire, le président du Conseil nous a rendu un excellent service, puisqu'il a justement indiqué de quelle façon il fallait frapper le parti absent des tractations pour le retour à la paix sociale après la signature entre les «pacificateurs».

Mais l'absent dit aux socialistes et aux fascistes, au gouvernement et à tous les partis de la bourgeoisie la chose suivante:

Le programme communiste et la tactique des communistes aussi bien face à la classe bourgeoise que face aux social-traitres restent inchangés.

Le Parti communiste continue légalement et illégalement sa propagande pour la préparation révolutionnaire et l'organisation du prolétariat.

L'action du Parti communiste vise au renversement de l'Etat bourgeois au moyen de l'insurrection de la classe ouvrière.

Il n'est pas prouvé que la suppression des chefs communistes nuise gravement à l'avenir de la révolution. Que les socialistes et le gouvernement, les fascistes et la police fassent tout ce qu'ils voudront pour nous enlever notre liberté de propagande et d'action. Ils en ont le droit, et, de leur point de vue, le devoir. Il serait curieux qu'ils laissent à un parti la liberté d'attendre impunément à la vie de l'Etat bourgeois. Mais nous déclarons clairement à ceux qui, hier et aujourd'hui, ont trahi et trahissent la classe ouvrière, aux Bonomi, aux Mussolini et aux Bacci (1) que nous nous moquons superlativement de leurs sanctions et punitions imbéciles.

Nous nous moquons des lois qu'ils respectent ou qu'ils dictent. Nous sommes contre leurs lois. C'est pour cela que nous sommes restés absents de leur honteux marché. C'est pour cela que nous restons seuls, peu nombreux, mais forts, très forts, invincibles: parce que nous ne voulons pas d'une trêve de vaincus, parce que nous ne demandons pas de trêve aux lâches.

Ainsi parle l'absent. Qui attend tranquillement que les espions sociaux-démocrates le dénoncent aux mercenaires et aux policiers

PAS DE FRONT UNIQUE AVEC LES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Ça n'était pas là paroles lancées à la légère, de simples phrases à effet. Si pour les socialistes le mois d'août fut le mois du renoncement, pour le PC d'I. il marqua au contraire le développement accéléré d'une activité intense, d'une véritable offensive contre le pacifisme poltron des conciliateurs et d'une organisation politique et militaire des forces prolétariennes. Dans le camp bourgeois, l'offensive armée contre le prolétariat accompagnait une offensive patronale dirigée contre les salaires et les contrats de travail, et du même coup contre les organisations de défense économique des travailleurs. De la même façon, l'activité militaire du Parti communiste accompagna une vigoureuse campagne en faveur du **front unique syndical** que les prolétaires de toutes obédiences politiques devaient opposer au front patronal pour défendre leur pain et résister à l'allongement de la journée de travail. Il fallait que, bon gré, mal gré, les «chefs ouvriers» transforment les Bourses du Travail en centres de résistance, et, si possible, de contre-attaques prolétariennes. Il fallait que tous les ouvriers soient unis dans la défense de leurs conditions de vie **dans le présent** pour qu'ils puissent se retrouver unis dans l'assaut au régime capitaliste lui-même **dans l'avenir**. Ces deux actions d'attaques militaires d'une part, de défense et de contre-attaque sur le plan revendicatif de l'autre, se complétaient comme deux aspects d'une seule et même action dérivant de l'**initiative révolutionnaire du Parti** et visant la **préparation révolutionnaire de la classe**. Si l'indépendance politique était nécessaire au Parti, c'est que l'unité de lutte et d'organisation est nécessaire à la classe: les deux choses non seulement ne se contredisaient pas, mais se conditionnaient réciproquement. En se refusant aux ententes politiques, en repoussant la formule du «front unique politique» qui était devenu le nouveau credo de la direction de l'Internationale, les communistes d'Italie n'entendaient nullement s'enfermer dans un «splendide isolement» et dans un dedaïn arrogant à l'égard des épisodes de guerre sociale ouverte, quels qu'en fussent les protagonistes. Ils expliquaient clairement que si l'indépendance politique était le **moyen**, le **but** était l'union de toute la classe ouvrière dans l'action.

La valeur de l'isolement

Nous affirmons qu'en général, le mouvement communiste doit refuser toute entente organisationnelle avec les mouvements qui ne se préparent pas à affronter les exigences de la lutte décisive... Nous expliquons de façon très claire ce que nous entendons par «entente organisationnelle». Toute action a

besoin de préparation, donc d'organisation, et, partant, de discipline. Nous déclarons que les communistes ne peuvent à la fois observer la discipline de leur parti et s'engager à exécuter les directives d'un «commandement unique» constitué par les délégués de divers partis.

*Il faut pourtant noter que le fait d'exclure les ententes organisationnelles ne signifie pas exclusion du même coup toute action parallèle des communistes et d'autres forces politiques dans la même direction; ce qu'il faut c'est conserver le contrôle entier de nos forces pour le moment où les alliances transitoires pourront et devront être dénoncées, c'est-à-dire où le problème révolutionnaire se posera dans toute son acuité. Nous ne discuterons pas ici l'hypothèse selon laquelle, nous, communistes, nous pourrions conclure les ententes organisationnelles avec l'intention de les trahir ultérieurement ou des les exploiter à notre avantage à la première occasion. Si nous repoussons cette tactique, ce n'est pas par scrupules moraux, mais parce qu'en raison même du «confusionnisme révolutionnaire» qui règne même au sein des masses qui suivent notre parti, pareil jeu serait trop dangereux et parce que la manœuvre de dégagement ne pourrait que se retourner contre nous. **Pour préparer les masses à la sévère discipline de l'action révolutionnaire, il faut une extrême clarté dans les attitudes et les mouvements et il est donc nécessaire de nous placer dès le début sur une plate-forme bien définie et sûre: la nôtre.***

(Suite au prochain numéro)

(1) Mussolini, le chef des fascistes, avait été un des dirigeants de la majorité «intransigeante» du PSI, qui, avec Bacci, avait exclu Bonomi en 1912. Il fut lui-même exclu, lorsque, après avoir reçu de l'argent du gouvernement français (amené par le socialiste français Cachin qui deviendra ensuite une figure emblématique du parti stalinien français), il publia un journal appelant à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de la France. En 1921 les deux premiers se trouvaient à la tête des forces légales et extra-légales de la conservation bourgeoise. Quant à Bacci il serrait la main à Mussolini au nom du désarmement de la lutte sociale et appelait au rôle d'arbitre impartial de la pacification (vraie pacte de Judas!) Bonomi en personne: tôt ou tard les renégats doivent se trouver réunis! 24 ans plus tard, en 1945 on retrouvera au sommet de la «démocratie renouée» issue de l'anti-fascisme et chargée de garantir le bon fonctionnement capitaliste, Bonomi, un autre socialiste à la place de Bacci, et en plus, Togliatti, le chef du parti pseudo-communiste. Accident fortuit et imprévisible? Non détermination objective. En utilisant la dialectique marxiste la Gauche communiste avait bien prévu qu'en assouplissant la tactique sous prétexte de récupérer à la cause révolutionnaire les socialistes qui lui avaient tourné le dos, on finirait par tomber plus bas qu'eux!

L'anti-fascisme démocratique: un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature contre-révolutionnaire de l'anti-fascisme démocratique. Le seul anti-fascisme véritable est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'alternative historique est: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Une plaquette de 17 pages: 3 FF

Non a une intervention impérialiste en Albanie!

Au moment où nous écrivons, les appels à une intervention militaire européenne, lancés par les milieux gouvernementaux albanais, se multiplient et sont relayés par la presse internationale. Pour le moment il semble que les pays européens (qui, rappelons-le, maintiennent des forces militaires importantes dans la Bosnie voisine) aient renoncé à mener une intervention de «gendarmérie» pour maintenir l'«ordre» établi et sauver l'administration Berisha. Cependant ils ont admis le principe d'une «aide humanitaire et militaire» d'ampleur limitée. Déjà des soldats allemands qui protégeaient le rapatriement de leurs ressortissants ont ouvert le feu sur des émeutiers (la première fois depuis la fin de la guerre mondiale que des soldats allemands font usage de leurs armes en dehors de leurs frontières). Le gouvernement grec a montré les dents en faisant savoir qu'il massait des chars à sa frontière avec l'Albanie...

Ce remue-ménage indique assez l'inquiétude que suscite l'insurrection en Albanie parmi les bourgeoisies européennes, les grands médias décrivent la situation dans ce pays en terme d'anarchie, de mafias, de pillages, de destructions aveugles par des masses de déshérités sans foi ni loi, en un mot par des **prolétaires**. Nous ne disposons d'aucune source d'informations particulière, mais le caractère même des immeubles visés par les

destructions (prisons, immeubles de la police, du parti Démocrate au pouvoir) indiquent que les émeutiers sont tout sauf aveugles. Les accusations de manipulations par le Parti Socialiste (l'ancien parti unique) sont tombées d'elles-mêmes lorsque Berisha, le président démocrate dont l'élection avait été appuyée par toute la bourgeoisie européennes (pendant la campagne, le député RPR Peyricard était venu lui apporter le soutien du gouvernement français et avait participé à ses meetings), a fait appel à l'opposition pour former un gouvernement d'union nationale. Les insurgés ont refusé de déposer les armes et ont désavoué les socialistes!

La colère née de l'effondrement des établissements financiers véreux (les «pyramides») lorsque les sources de contrebandes avec l'ex-Yougoslavie se sont tariées, s'est tournée contre le gouvernement parce que ce dernier soutenait ces établissements qui avaient d'ailleurs contribué financièrement à sa campagne électorale. Selon certains journaux un tiers des familles albanaises aurait été escroqué par ces financiers (d'autres citent des chiffres encore plus élevés). La révolte des petits épargnants ruinés à peu à peu fait tâche d'huile devant le refus obstiné du pouvoir à répondre autrement que par la répression policière et l'intimidation par des bandes para-légales. Lorsque l'insurrection a gagné

une grande partie du Sud, le gouvernement Berisha a joué à fond la carte des divisions régionales. Il a tenté d'organiser et de mobiliser ses partisans dans le nord et dans la capitale Tirana, tandis qu'il menaçait d'envoyer l'armée réduire les insurgés du sud.

L'ABSENCE DU PARTI PROLETARIEN

Mais l'extension apparemment irrésistible de la révolte au nord et à Tirana marque un tournant dans la crise albanaise: les pressions internationales se multiplient pour que Berisha quitte le pouvoir avant que n'éclate une guerre civile dans laquelle les structures de l'Etat bourgeois risqueraient de voler en éclats. L'atout fondamental de la bourgeoisie dans une crise aussi profonde est l'absence de tout mouvement ouvrier organisé, disposant non seulement d'organisations de défense économiques, mais surtout de son organe politique, le **parti révolutionnaire communiste**, en mesure de diriger une insurrection spontanée vers le déracinement complet du système capitaliste et de l'Etat bourgeois. En l'absence de ce parti de classe la bourgeoisie albanaise, appuyée et conseillée par les bourgeoisies internationales, a la plus grande facilité pour manoeuvrer, sacrifiant s'il le faut Berisha pour sauver l'Etat bourgeois et le mode de production capitaliste.

En l'absence du parti et du mouvement prolétaires - dont l'idée même a été compromise pour longtemps par des décennies d'implacable régime bourgeois stalinien - les dirigeants petits-bourgeois que l'insurrection

s'est trouvée parler le langage de la démocratie et d'unationalisme et ne rêvent que d'accords avec l'impérialisme européen ou américain pour les aider à reconstruire une Albanie démocratique et prospère.

Mais une éventuelle intervention impérialiste en Albanie n'aurait comme objectif que de protéger l'Etat bourgeois contre les masses déshéritées; sa cible serait précisément les prolétaires et les pauvres qui constituent le moteur réel de la révolte actuelle que les opposants socialistes ont déjà trahi et que les chefs petits-bourgeois trahiront inévitablement demain.

Quelle que soit la suite des événements et en dépit de la carence fatale du parti de classe, les masses prolétaires et déshéritées, les sans-réserves «incultes» d'Albanie, le pays le plus pauvre d'Europe, ont déjà donné une leçon à leurs frères de classe des riches contrées capitalistes - une leçon de combativité, de courage, de décision - et un exemple - l'exemple que l'Etat bourgeois avec sa police et son armée n'est pas tout-puissant et qu'il peut être renversé: une leçon et un exemple qui devront demain inspirer les prolétaires d'avant-garde dans les autres pays.

La solidarité avec les masses prolétaires doit en attendant se manifester par l'opposition active et résolue à toute intervention militaire des bourgeoisies européennes contre les insurgés, contre nos frères de classe albanais et les masses laborieuses se ce petit pays.

VIVE LA LUTTE PROLETARIENNE!

(Le 17 mars 1997)

En marge du centenaire de la mort d'Engels Pour la défense du marxisme (Fin)

(Suite de la page 1)

est bien précaire et pas du tout garanti pour le petit paysan. Sans doute la révolution bourgeoise lui a donné les avantages de l'émancipation des liens féodaux, de la servitude personnelle qui le contraignait à céder une partie de son temps de travail ou de ses produits. Mais cela ne lui garantit pas qu'une fois parvenu à la propriété de son «lopin» de terre, il ne s'en trouve pas séparé de cent façons différentes qu'Engels énumère en même temps que la partie pratique du programme, mais qui sont indissociables de l'essence de la société capitaliste: taxes, dettes hypothécaires, ruine de l'industrie domestique rurale, saisie et expropriation. Aucune mesure légale (réforme) ne pourra éviter que le paysan, en toute spontanéité, ne se vende *corps et âme*, terre comprise, plutôt que de mourir de faim. La critique, ici, touche à l'investive: «*votre tentative de protéger le petit paysan dans sa propriété ne protège pas sa liberté, mais simplement la forme particulière de sa servitude; elle prolonge une situation dans laquelle il ne peut ni vivre, ni mourir.*».

LE MIRAGE TROMPEUR DE LA LIBERTÉ

Nous dénonçons la formule malsaine du premier *considérant*, qui, partant d'une erreur, en arrive à une erreur plus grande, avec moins de générosité que le grand Engels: c'est que nous avons devant nous une bande pourrie de traités et de défaitistes dont les âmes sont déjà damnées, et non un Paul Lafargue chez qui le marxisme s'est assoupi un instant et qu'il s'agit de réveiller.

Celui-ci affecte de résoudre la question: quand les producteurs seront-ils libres? Il répond: quand ils ne seront plus séparés de leurs moyens de travail. Sur cette pente il arrive à idéaliser une société impossible et misérable de petits paysans et d'artisans que le maître Engels ne se privera pas de stigmatiser comme réactionnaire, parce qu'une telle société est plus arriérée que celle composée de prolétaires et de capitalistes. Mais l'erreur, toute métaphysique et idéaliste, qui a fait disparaître toute perspective historico-

dialectique et déterministe, est d'admettre la stupidité que professent de nombreux prétendus gens «de gauche» des deux côtés de l'Atlantique: le socialisme est l'effort pour la libération individuelle du travailleur. Les théorèmes économiques les plus certains s'inscrivent ainsi dans les limites d'une théorie de la Liberté.

Nous rejetons ce point de départ: il est stupidement bourgeois et ne conduit à d'autres résultats que la dégénérescence dont les stalinien offrent le spectacle dans le monde entier. La formule ne deviendrait pas plus juste si l'on parlait de libération collective des travailleurs. Il s'agirait en effet d'établir les limites de cette collectivité, et c'est là que s'effondrent tous les «immédiatistes», comme nous allons le voir. Ces limites sont si larges qu'elles doivent comprendre l'industrie et l'agriculture et en général toutes les formes de l'activité humaine. Quand l'activité humaine, concept qui a un sens beaucoup plus ample que la simple production, terme lié à la société mercantile, n'aura plus de limites dans sa dynamique collective, ni de limites temporelles d'une génération à l'autre, on comprendra que le postulat de la Liberté appartenait à la passagère et caduque idéologie bourgeoise, autrefois explosive, aujourd'hui soporifique et trompeuse.

PROPRIÉTÉ ET TRAVAIL

Dans le troisième malencontreux *considérant*, on fait mine de partir d'une conception pacifique, en disant que le rôle du socialisme est non de séparer, mais de réunir la propriété et le travail. Engels ne veut pas être féroce, mais il fait remarquer à nouveau que «*sous cet aspect général, ce n'est pas là le rôle du socialisme; bien au contraire, il consiste à remettre les moyens de production aux producteurs à titre collectif*». Si l'on perd cela de vue, dit Engels, il est clair qu'on arrive à «*imposer au socialisme de faire une chose [déclarée] impossible dans le paragraphe précédent*», c'est-à-dire «*de maintenir en possession de la propriété parcellaire paysanne les agriculteurs, après avoir dit que cette propriété est fatalement appelée à*

disparaître ».

Et ici il nous faut creuser un peu plus, en ayant présents tous les textes de Marx-Engels et toute notre doctrine. La question de la «séparation» n'est pas métaphysique, mais avant tout historique. Il ne s'agit pas de dire: la bourgeoisie a séparé la propriété et le travail, et nous, pour la faire enrager, nous allons les réunir. Ce serait une idiotie complète. Le marxisme n'a jamais décrit dans la révolution et dans la société bourgeoise un processus de séparation entre propriété et travail, mais un processus de séparation entre des **hommes** qui travaillent et les **conditions** de leur travail. La Propriété est une catégorie historico-juridique; la séparation en question est un rapport entre éléments bien réels et matériels: entre d'une part les hommes qui travaillent et d'autre part la possibilité d'accéder à la terre et de brandir les outils de travail. Le servage féodal et l'esclavagisme avaient eux deux éléments d'une façon très simple: en les enfermant tous les deux dans un même camp de concentration, d'où été soustraite la partie des produits (autre élément bien concret) qui plaisait aux classes dominantes. La révolution bourgeoise rompit cette enceinte et dit aux travailleurs: vous êtes libres de sortir; puis elle la referma, réalisant cette **séparation** dont nous parlons. La classe dominante monopolisa les conditions de production sur lesquelles s'ouvraient les fils barbelés, en s'appropriant tout le produit: les serfs s'enfuyant vers la faim et l'impuissance, en sont encore à saluer le miracle de la Liberté!

Le socialisme veut abolir pour qui que ce soit, individu, groupe, classe ou Etat, la possibilité de tendre des fils barbelés; mais cela ne peut être indiqué par la formule insensée de réunir à nouveau la propriété et le travail! Cela signifie en finir avec la propriété bourgeoise et le travail salarié, l'ultime et la pire des servitudes.

Quand ensuite le texte de Nantes dit que travail et propriété sont les deux facteurs de la production, dont la division entraîne la servitude et la misère des prolétaires, il tombe dans une erreur plus grande encore. La propriété, facteur de production! Ici le marxisme est oublié, renié complètement. Même dans la description du mode de production capitaliste, la thèse centrale du marxisme est qu'il n'y a qu'un **seul facteur** de la production, le travail humain. La propriété de la terre, des outils ou des éta-

blissements, n'est pas un autre facteur de la production. La qualifier ainsi serait retomber dans la **formule trinitaire** anéantie par Marx dans le troisième volume du Capital; selon cette formule la richesse a trois sources: la terre, le capital et le travail, et cette crasse doctrine justifie les trois formes de revenu: rente, profit et salaire.

Le parti socialiste et communiste est la forme historique en lutte contre la domination de la classe capitaliste, dont la doctrine affirme que le capital est un facteur de la production au même titre que le travail. Mais pour trouver la doctrine qui soutient le troisième terme, la **terre** comme facteur de la production, il faut remonter encore plus loin, au delà de Ricardo, aux physiocrates de l'époque féodale dont la théorie servait de justification historique à... la domination de cette féodalité exécutée!

Prétendre réunir la terre au travail est donc une grave hérésie du marxisme, et elle l'est autant s'il s'agit de travail individuel ou de travail collectif.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE

Le quatrième et glissant *considérant* où se le piège de la défense de la petite entreprise parcellaire, part précisément d'une

AUSCHWITZ

OU LE GRAND ALIBI

C'est qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Proletaire» n°11 - 6 FF.

Engels ...

comparaison entre les grandes industries qui «doivent être repris à leurs détenteurs oisifs», c'est-à-dire les bourgeois des villes (pour autant non oisifs à l'époque des «Maîtres des Forges»), et les **grands domaines** qui doivent être remis aux prolétaires agricoles «sous la forme collective ou sociale». Plus loin Engels compare bien autrement l'expropriation socialiste et révolutionnaire du patron d'usine et du patron agricole. Outre qu'il n'approfondit pas la distinction fondamentale à peine effleurée entre gestion sociale et collective, le programme de Nantes ignore la distinction tout aussi importante entre grand domaine ou grande propriété terrienne et grande entreprise agricole. Quand la gestion unitaire de la production au moyen de travailleurs salariés - même quand une partie du salaire est versée non en argent mais en nature, ce que Marx définit comme une relique moyenâgeuse et que les marxistes à la Togliatti «protègent» pour mieux lier le prolétariat rural à la sale forme de participant aux prestations - constitue une seule entité technique, il n'y a aucune raison de ne pas traiter cette unité productive de la même façon, pour reprendre l'exemple d'Engels, que les fabrications de Monsieur Krupp. Mais la difficulté surgit lorsqu'il s'agit d'une grande propriété qui n'a qu'un seul titulaire, mais qui est morcelée en un grand nombre de petites exploitations familiales, techniquement autonomes, de petits fermiers ou petits métayers. Dans ce cas l'expropriation n'a plus le même caractère historique que celle de la grande industrie centralisée. Au contraire, si survivent encore des formes féodales, comme c'était le cas en Russie en 1917, elle se réduit à une libération des serfs de la glèbe qui ne dépasse pas encore l'infériorité de la division parcellaire. Dans un régime bourgeois bien établi, comme celui de la France à la fin du dix-neuvième siècle, la formule programmatique selon Engels ne devrait pas se limiter à la transformation des paysans soumis à un fermage en argent ou en nature, en «libres» propriétaires travailleurs; les partis socialistes doivent au contraire mettre ouvertement en avant comme objectif des paysans acceptés dans le parti ou sous influence du parti, la formation de coopératives de production agricole à gestion unitaire, formes elle aussi de transition qui devront peu à peu tendre à l'institution de la «grande coopérative nationale de production». Cette formule est utilisée par Engels pour stigmatiser avec une juste sévérité toute introduction dans le programme y compris immédiat, du partage de la grande propriété agricole entre les paysans qui la fragmenterait en entreprises parcellaires ou familiales.

Il faut ajouter sur ce point quelques considérations, à relier aux autres textes marxistes, à propos de l'objectif du programme socialiste. La gestion collective d'entreprises déjà unifiées sous le patronat bourgeois, pourra être envisagée comme un expédient transitoire si le sujet de cette gestion est la collectivité des travailleurs de l'entreprise. Mais cette considération ne doit pas faire croire que le socialisme se réduit à substituer à la propriété patronale ou capitaliste de l'usine (qui aujourd'hui est déjà collective dans les sociétés anonymes), une **propriété collective** ouvrière. Dans les formulations correctes, on ne trouve pas le mot propriété, mais le mot possession, prise de possession des moyens de production et, mieux encore, gestion, direction, dont il s'agit d'établir précisément qui en est le sujet. L'expression gestion sociale est meilleure que celle de gestion coopérative, tandis qu'une «propriété coopérative» serait complètement bourgeoise et non socialiste. L'expression gestion **nationale** est adaptée à l'hypothèse que l'expropriation des installations et du sol peut se réaliser dans un pays et non dans un autre; mais elle fait penser à la gestion étatique qui n'est rien d'autre qu'une propriété capitaliste de l'Etat sur les entreprises.

Pour rester encore dans le domaine de

l'agriculture, nous voulons établir ici que la terre et les moyens de production doivent, selon le programme communiste, passer à la **société** organisée sur de nouvelles bases qui ne pourront plus s'appeler production de marchandises. Par conséquent la terre et les installations agricoles seront transférés à l'ensemble de tous les travailleurs, qu'ils soient industriels ou ruraux, de même que les installations industrielles. Ce n'est que dans ce sens qu'on doit lire Marx lorsqu'il parle de l'abolition des différences entre ville et campagne et du dépassement de la division sociale du travail, ces points cardinaux de la société communiste. Les vieilles formules d'agitation: «les usines aux ouvriers», «la terre aux paysans», du genre de celles encore plus naïves: «les navires aux navigants», trop utilisées il n'y a encore pas si longtemps, ne sont qu'une parodie de la formidable puissance du programme révolutionnaire marxiste.

L'ABERRATION SUPRÊME

Avant de chercher dans d'autres textes de Marx l'anticipation lointaine des principes que nous avons rappelés, nous terminerons notre ample paraphrase de l'étude d'Engels - dont nous omettons la subtile et destructive critique des revendications détaillées décidées à Nantes: c'étaient des mesures réformatrices qui étaient ou privées de toute possibilité de réalisation, ou qui auraient ramené les paysans au point de départ dont leur misère et leur abrutissement étaient issus en France et ailleurs, appliquant ainsi de travers le levier avec lequel on voulait les mettre en mouvement - par l'exposition, au plus haut point actuelle, de son indignation devant le dernier des cinq considérants, celui qui attribue au parti le devoir d'aider y compris les fermiers et métayers qui exploitent des ouvriers salariés!

Nous laisserons aussi de côté la partie finale sur l'Allemagne, où par chance le parti n'avait pas commis de semblables erreurs, dans laquelle il est démontré comment il faut s'appuyer sur les paysans sans terre de l'est, semi-serfs des *boyards* prussiens, plutôt que sur la paysannerie de l'ouest, privée de potentialité révolutionnaire.

Nous regrettons de ne pas avoir trouvé dans cet écrit d'Engels une allusion à l'Italie, où à ce moment le parti menait avec un grand esprit classiste la lutte des journaliers agricoles, comme en Romagne et dans les Pouilles, contre les gros métayers bourgeois dans les formes les plus violentes; il réalisait ce qu'Engels présentait comme le résultat correct, à savoir que les salariés agricoles sont dans le parti socialiste, les métayers et fermiers dans un parti petit-bourgeois, qui en Italie était le parti Republicain. Alors qu'aujourd'hui au contraire les «communistes» réalisent ce qui était impudemment programmé en France en 1894, l'étrangement de la lutte de classe des travailleurs exploités par les fermiers et les paysans moyens, comme nous l'avons cité.

Les paroles d'Engels valent donc pour les traîtres d'aujourd'hui.

«Nous voici déjà sur un terrain bien étrange. Le socialisme combat tout spécialement l'exploitation du prolétariat. Et là on vient nous déclarer que le devoir impérieux du socialisme est de protéger les fermiers français, lorsqu'ils "exploitent des journaliers", - je cite textuellement! Et ce, parce qu'ils y sont en quelque sorte contraints par "l'exploitation dont ils sont eux-même victimes"!»

«Comme il est agréable et facile de se laisser glisser, dès qu'on s'est mis dans une position fautive! (Hélas, père Engels, vous ne pouviez imaginer les extrémités atteintes par ce désir effréné du succès démagogique et de la trahison!). Et si les paysans allemands grands ou moyens venaient prier les socialistes français d'intercéder auprès du Comité directeur du Parti socialiste allemand pour que le parti les protège lorsqu'ils exploitent leurs domestiques, en rappelant "l'exploitation dont ils sont

eux-mêmes victimes" de la part des ustriers, des percepteurs, des spéculateurs en blés et des marchands de bestiaux, que leur répondront-ils? Et qui les garantit que nos grands propriétaires fonciers ne leur enverront pas aussi le comte Kanitz [représentant au Reichstag allemand des grands propriétaires fonciers] pour leur demander la protection socialiste dans l'exploitation des ouvriers agricoles, en se fondant sur «l'exploitation dont ils sont eux-même victimes" de la part des usuriers de la bourse, de la rente ou du blé?».

Nous pouvons terminer sur une dernière citation sur les paysans et l'appartenance au parti, qui est véritablement une norme à ne jamais plus oublier:

«Je nie carrément que le parti ouvrier d'un quelconque pays doive admettre dans ses rangs, outre les prolétaires ruraux et les petits agriculteurs, les paysans gros ou moyens, ou encore les fermiers des grands biens, les éleveurs de bestiaux et les autres capitalistes qui font valoir le sol national!»
«Mais si dans notre parti nous pouvons admettre (parfait!) des éléments de **TOUTES les classes, nous ne pouvons tolérer des GROUPE D'INTÉRÊTS capitalistes ou moyens paysans ou moyens bourgeois!**»

Voilà comment on défend le parti, sa nature, sa doctrine non commercable, son avenir révolutionnaire! Et voilà pourquoi le parti politique est la seule forme qui préserve de la dégénérescence la lutte de classe du prolétariat urbain et rural de tous les pays.

(FIN)

(1) Rappelons qu'il s'agit d'un texte publié dans «Il programma comunista» n° 16, année 1958.

(2) cf «Friedrich Engels, savant et révolutionnaire», P.U.F., février 1997.

Pour affirmer qu'Engels a bien été le précurseur du socialiste allemand Bernstein, ancien collaborateur d'Engels, qui fit sensation lorsqu'il affirma **rompre** avec le marxisme révolutionnaire, un autre universitaire a l'incroyable toupet de s'appuyer sur le célèbre **faux** commis par les responsables social-démocrates allemands. A la grande colère d'Engels, ceux-ci avaient censuré sa

préface à une réédition des «Luttes de classes en France» de Marx pour donner l'impression qu'il s'était converti au pacifisme et au réformisme. Comme ce fut le dernier écrit publié du vivant d'Engels, cette préface passa à la postérité comme son «testament politique». Ce n'est qu'après la révolution russe, quand les bolchéviques purent publier le texte intégral de la préface et les lettres de protestation d'Engels, qu'il fut possible de constater que celui-ci était resté jusqu'à la fin de sa vie un révolutionnaire. Notre universitaire publie néanmoins sans sourciller des citations où Bernstein, qui pourtant connaissait le texte véritable d'Engels, prétend mensongèrement que celui-ci avait écrit cette préface pour affirmer son rejet de la méthode révolutionnaire, et il conclut que «des seuls et vrais continuateurs du marxisme» sont Bernstein, Kautsky et la social-démocratie, alors que le léninisme «reste une perversion objective du marxisme»!!!

Léon Trotsky
TERRORISME ET
COMMUNISME

«L'idée fondamentale de ce livre est la suivante: l'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant toujours à la violence conservatrice des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressive»

Un ouvrage fondamental de 200 pages (Éditions Prométhée 1980) disponible à notre adresse. **Prix: 50 FF.**

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5e liste 1996

Besançon: 150,00/Paris: 700,00/Roger: 150,00/Claude: 250,00
Total liste: 1250,00 FF

Total général 1996: 12.971 FF

1e liste 1997

A.B.: 501,00/Chateaufort: 35,00/Orléans: 20,00/Roger: 600,00
Total liste: 1156,00 FF

Incessante progression
du chômage

Fin janvier les statistiques sur le chômage indiquaient une légère baisse du nombre des demandeurs d'emplois: trois millions 81 000 personnes inscrites à l'ANPE fin décembre. La baisse était minime, mais le gouvernement s'était empressé d'annoncer la bonne nouvelle; selon ses dires, elle annonçait le début d'une amélioration réelle sur le «front» de l'emploi, en conséquence d'une reprise de la croissance. Mais les statistiques du mois de janvier ont montré ce que valaient ces déclarations: la hausse du nombre des demandeurs d'emploi a repris de plus belle: 3.099.800 personnes, soit une augmentation de plus de 3% en un an (99.000 chômeurs supplémentaires). Si l'on reprend l'ancienne méthode de calcul on atteint 3.447.800 chômeurs, en hausse de 4,7% par rapport à l'année dernière (selon les estimations les plus fiables le nombre total de chômeurs et de personnes en sous-emploi est de l'ordre de 5.000.000).

Pour tout commentaire le ministre n'a su que dire que la situation est encore plus mauvaise en Allemagne (pour une fois) puisqu'outre-Rhin ce sont deux cent mille chômeurs supplémentaires qui ont été enregistrés pour l'année 96 et que le dernier chiffre disponible du chômage est de 4.700.000. Il a oublié de préciser que le taux de chômage y reste quand même inférieur aux taux français...

Les services officiels de l'Unedic estiment qu'il y aura encore 15.000 chômeurs supplémentaires cette année, mais leur nombre devrait diminuer en 1998. Cependant si l'on utilise l'ancien mode de calcul, ils prévoient 72.000 chômeurs de plus cette année et encore 30.000

en plus l'année suivante (la différence de chiffres tient à ce que le nouveau mode de calcul n'enregistre pas comme demandeurs d'emploi dans les statistiques mensuelles les travailleurs qui ne sont au chômage depuis moins de 15 jours).

SYNDICALISME SERVILE

Selon une habitude bien rodée, les autorités cherchent à trouver des astuces pour diminuer, non le nombre des chômeurs, mais le chiffre des statistiques. La nouvelle méthode de calcul instaurée l'an passé a permis, comme nous l'avons vu, de baisser sensiblement les chiffres. Un nouveau truc va être mis en place: il consiste à transférer l'inscription des chômeurs vers les Assedic (qui dépendent de l'Unedic), sous prétexte de simplification des démarches à faire pour toucher les indemnités de chômage. Selon les statisticiens du CERC (Centre d'Etudes sur les Revenus et les Coûts), le résultat serait de faire diminuer de 10% les statistiques du chômage. En outre selon le CERC, la CGT et FO, cette modification va léser les chômeurs non indemnisés.

Le gouvernement a cependant trouvé un soutien empressé: Nicole Notat qui, en plus d'être la dirigeante de la CFDT, est aussi présidente du conseil d'administration de l'Unedic. Selon cette syndicaliste la réforme ne «*vis*e en rien une manipulation statistique», mieux, en simplifiant les démarches des chômeurs, elle «*devrait aboutir à une amélioration de leur indemnisation!*»

Sans commentaire...

La «mutation» du PCF

Le 29e Congrès du Parti Communiste (!) Français qui s'est déroulé à la fin de l'année dernière s'est tenu sous le signe de la «mutation»; et pour preuve que cette mutation, c'est du sérieux, les dirigeants du PCF n'avaient pas organisé leur Congrès dans leurs locaux, mais à la grande Arche de la Défense, lieu symbolique paraît-il (parce qu'elle plane au dessus du sol?), en outre les tables étaient disposées en cercle, pour «rappeler l'esprit de la Constituante» (?).

Quelle était donc cette mutation? Lisons le document adopté par le Congrès (1).

«(la mutation) c'est le choix (...) d'accorder désormais la primauté au rôle de l'individu, à l'intervention personnelle, à la démocratie. (...) Mais ils'agit bien d'une mutation au sens où notre conception de la société et du monde, de la révolution, de notre rôle n'est plus celle qui, longtemps, inspira notre action.

La cohérence de ce modèle de pensée était réelle (...). Il instituait comme réalité déterminante de l'évolution de la société, la lutte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, la classe exploiteuse et la classe exploitée. La classe ouvrière avait ainsi pour mission historique d'exercer la direction de la société - car, en se libérant, elle libérait la société toute entière - pour abolir le capitalisme et la transformer en société socialiste, puis communiste. Ce qui impliquait la conquête puis l'exercice du pouvoir d'Etat par le parti de la classe ouvrière, le Parti communiste, et d'alliés regroupés autour de lui». Résumé sommairement, ce modèle de pensée est, comme on le voit, rien d'autre que la conception

marxiste classique. Le Parti «Communiste» Français le rejette pour les raisons suivantes:

«Mais ce modèle de pensée heurtait à bien des égards la conception française originale de la citoyenneté, de la politique, de la République, héritée de la révolution de 1789 - conception que les communistes ont su faire vivre aux grands moments de notre histoire en passant outre dans les faits à ce modèle (notez l'aveu!). Et il a échoué

(...) Mais c'est désormais bien sûr à la classe ouvrière mais aussi à l'immense majorité du monde du travail, dont 90% sont des salariés, que sont infligés (...) le rapport social d'exploitation et d'aliénation; c'est l'équilibre et le devenir de la société toute entière qui sont atteints (...); c'est la nation elle-même, sa souveraineté, son identité, ses valeurs républicaines, qui est mise en péril par les projets des forces dirigeantes françaises et européennes. (...) Prendre une autre voie que celle tracée par la logique actuelle du capitalisme implique non pas de privilégier une classe particulière, mais de rassembler autour de cet objectif tous ceux qui, dans leur diversité, sont atteints par cette logique».

Si nous résumons: rejet donc de la conception marxiste parce qu'elle ne s'accorde pas avec la conception née de la révolution française de 1789 - révolution bourgeoise, dont les principes et les conceptions représentent le fondement de l'idéologie bourgeoise comme le marxisme l'a expliqué dès sa naissance; rejet d'une action menée sur une base de classe qui serait incompatible avec un rassemble-

cerné par les forces de répression du régime de la République islamique. Les Pasdaran ont attaqué la manifestation pacifique des ouvriers en les tabassant. Quelques 300 ouvriers ont été arrêtés. Les ouvriers arrêtés ont été emmenés à bord des bus dans une prison inconnue. D'après certaines informations, le régime a été contraint de libérer quelques ouvriers arrêtés.

Selon les dernières informations, les ouvriers pétroliers de la raffinerie de Chiraz ont manifesté de leur lieu de travail vers la ville mardi dernier. Ils ont lu une résolution à la fin de leur manifestation.

Les principales revendications des ouvriers de l'usine pétrolière d'Iran sont: établissement de la convention collective que le ministère du pétrole refuse depuis 17 ans, accord des prêts de logement, légalisation de l'organisation syndicale nationale des ouvriers pétroliers et libération des camarades emprisonnés».

Après avoir ainsi relaté les luttes et les revendications des prolétaires du pétrole, les organisations rassemblées dans le comité de soutien appellent «tous les syndicats ouvriers, partis politiques et personnalités progressistes» à soutenir les ouvriers du pétrole iranien, en particulier en «envoyant des lettres de protestation aux ambassades de la République islamique» pour l'obliger à satisfaire les revendications des ouvriers et à libérer sans condition les ouvriers emprisonnés.

La solidarité avec les luttes prolétariennes en Iran ou ailleurs a besoin de bien autre chose que l'envoi de lettres aux agents du gouvernement de Téhéran ou que l'appel à l'opportunisme et aux bourgeois démocrates. Une véritable solidarité avec les luttes ouvrières n'a de sens que sur une base de classe, dans la perspective de la renaissance de l'union internationale des prolétaires et de la reprise de la lutte prolétarienne anti-capitaliste. Si ce n'est pas une perspective concrète qui peut donner des résultats immédiats, c'est cependant beaucoup plus réaliste que de croire possible d'infléchir l'Etat iranien par l'envoi de lettres de protestations. Pour un comité de soutien à des luttes ouvrières, le minimum serait de ne pas tromper les ouvriers en faisant croire qu'ils peuvent compter sur leurs adversaires ou sur des méthodes d'«actions» empruntées à l'arsenal démocratico-pacifiste

ment large autour de la défense de l'immense majorité du monde du travail, de la société toute entière et de la nation.

Le discours d'ouverture de Hue avait déjà mis le point sur les 1: La «fonction communiste nouvelle» ne suppose pas «un parti communiste du type IIIe Internationale, mais un parti moderne, ouvert, dynamique, démocratique, d'un nouveau type». Il ajoutait aussi: «A voir ce qu'était le parti de la fin des années 20 - divisé, squelettique, qui tenait plus d'une secte que d'un parti - et ce qu'il est devenu alors, grâce à tous les efforts qui allaient permettre la victoire de 1936, ne peut-on véritablement parler d'une première mutation?». Hue a incontestablement raison; à la fin des années vingt, c'est-à-dire après la victoire de la contre-révolution en Russie, le parti communiste intégralement stalinisé, après une courte période de logomachie pseudo-révolutionnaire, se transforma définitivement en parti national et populaire, en parti politiquement bourgeois. C'est de ce moment que date en réalité l'abandon de la conception marxiste et le ralliement à l'idéologie bourgeoise derrière l'appel aux mythes de 89, l'exaltation du «peuple de France» et de la «Nation».

Mais il est également vrai que pendant longtemps les partis dits communistes durent continuer à s'affirmer les représentants et les défenseurs de la classe ouvrière; et leur fallait continuer à utiliser un langage «marxiste», à avoir des attitudes radicales et combattives pour conserver leur influence auprès des prolétaires et remplir ainsi leur fonction contre-révolutionnaire consistant à prévenir ou stériliser les flambées de luttes ouvrières. Plus tard, le langage pseudo-marxiste dégénéré en simple rituel servit de plus en plus à manifester simplement que le PCF s'adossait à une grande force dont il était en quelque sorte le représentant. Le «camp socialiste», regroupé autour de la deuxième grande puissance de la planète, l'Union soviétique.

Il ne reste plus rien de tout cela aujourd'hui. Le marxisme ne rencontre plus d'écho parmi les masses (en grande partie grâce à l'action du PCF), et l'URSS et son camp ont disparu. Pour survivre et attirer une nouvelle clientèle, le réformisme d'origine stalinienne doit ravalier sa façade et se mettre au goût du jour. Dans certains pays le Parti Communiste a tout simplement disparu, ses militants rejoignant les formations social-démocrates existantes. Dans d'autres, les PC se sont transformés, ont changé de nom; le PC italien, le plus grand de tous les pays occidentaux, en a donné l'exemple le plus significatif. Rebaptisé Parti Démocratique de la Gauche (PDS), il s'est transformé en parti social-démocrate classique, adhérent à l'Internationale socialiste. Il est aujourd'hui la principale force politique du gouvernement italien qui s'est fixé pour tâche de préparer le capitalisme transalpin à l'unification monétaire européenne; une minorité, le Parti de la Refondation Communiste, s'en est sans doute séparée, mais c'est pour continuer à remplir la fonction réformiste classique du vieux PCI. La meilleure preuve en est que ce PRC, dans lequel ont conflué pratiquement tous les groupes autrefois dits d'«extrême gauche», appartient dans les faits à la majorité gouvernementale - sans les voix du PRC le gouvernement n'aurait pas la majorité au parlement celui-ci soutient par ses votes le gouvernement, y compris à l'occasion de mesures anti-prolétariennes.

En France la vieille social-démocratie, encore pleine de vigueur, n'entend pas céder sa place, ce qui interdit au PCF d'aller aussi loin que son confrère italien et le cantonne dans un rôle à la PRC. Cependant le sens général de l'évolution est le même. Les vieilles formulations (qui ne l'ont jamais empêché d'agir conformément aux nécessités bourgeoises comme le PCI en fait fièrement l'aveu) désormais démodées et sans valeur sauf pour une poignée de nostalgiques, cèdent la place à des formulations directement empruntées à l'idéologie bourgeoise commune. Dans une époque où le capitalisme occidental, persuadé de son triomphe, proclame que le marxisme est mort et entermé et que la démocratie bourgeoise est la forme suprême et indépassable de la civilisation humaine, les

partis d'origine stalinienne les plus attachés à leur tradition, privés du point d'appui soviétique, s'empressent d'entonner le même credo et de jurer aussi fort qu'ils le peuvent leur rejet de tout ce qui rappelle le marxisme. Dans une société où la règle de vie des hommes et des organisations sociales et politiques est dictée par l'intérêt individuel égoïste, le PCF affirme «accorder désormais la primauté au rôle de l'individu, à l'intervention personnelle». Ou, comme le dit Hue: «Pendant longtemps le mouvement ouvrier s'est méfié de la notion même de "citoyen", lui préférant celles de "travailleur", de "classe ouvrière". (...) Tout cela est à présent derrière nous». On ne parlera donc plus de classe, de lutte de classes, termes qui sonnent affreusement mal aux oreilles en mutation, mais d'«intervention citoyenne!»

Ces ridicules nouveautés de langage qui, soit dit en passant, soulignent les difficultés objectives de l'opportunisme post-stalinien en France à réussir la mutation véritable à laquelle il aspire, la mutation en parti bourgeois de gouvernement, auront cependant un avantage. Elles rendront plus facile la compréhension que ce parti n'est pas seulement hostile à la notion de classe ouvrière, mais bien à la classe ouvrière elle-même qu'il voudrait atomiser en autant d'individus noyés dans le magma indifférencié du peuple, en autant de citoyens de la société bourgeoise soumis à ses lois et son Etat, alors que sa force potentielle réside dans son action collective, sur le terrain du heurt direct entre les classes.

En se dépouillant des derniers lambeaux de son déguisement pseudo-communiste, le PCF ne change pas de nature. Anti-communiste et contre-révolutionnaire il était, anti-communiste et contre-révolutionnaire il reste. La classe ouvrière devra l'affronter et l'abattre demain lorsqu'elle se sera remise en mouvement contre le capitalisme, sa République et toutes ses valeurs. Mais la confrontation avec ce parti et tous ses satellites d'obédience trotskyste pourra se faire avec plus de clarté. Hue pourra peut-être constater de visu qu'il a ainsi facilité le développement de la lutte de classe qu'il a déclamativement répudiée dans son Congrès.

C'est en tout cas le souhait que nous formulons pour lui.

Nouvelles des luttes ouvrières

IRAN

Nous avons reçu d'un «comité de soutien aux luttes des ouvriers pétroliers d'Iran» (un cartel composé de différents partis iraniens: Fedayin-minorité, Fedayin du Peuple, P.C. d'Iran, Organisation des Ouvriers Révolutionnaires) un communiqué daté du 25/2 sur les luttes des ouvriers du pétrole de ce pays. Les informations sur les luttes prolétariennes en Iran étant très rares, nous publions ci-dessous de larges extraits de ce communiqué à propos des revendications et des luttes de cette catégorie de la classe ouvrière.

«Durant les derniers mois, les ouvriers des raffineries d'Iran ont commencé un nouveau mouvement de lutte pour leurs justes revendications en organisant des grèves et manifestations. Au mois d'août 1996, les ouvriers de la raffinerie de Téhéran se sont rassemblés devant la Maison de l'Ouvrier et ont exigé la satisfaction des revendications. Les 17 et 18 décembre 1996 les ouvriers des raffineries des villes de Téhéran, de Tabriz, de Chiraz et d'Ispahan ont fait ensemble une grève d'avertissement. Par cette grève, ils ont donné un mois de délai au régime de la République islamique pour la satisfaction des revendications. Les 5 et 6 février 1997, les ouvriers des raffineries de Téhéran ainsi que ceux de la distribution, des pipelines et de la Compagnie Nationale du Gaz, les ouvriers des raffineries de Chiraz, d'Ispahan et de Tabriz, ayant élu leurs délégués, les ont envoyés à Téhéran pour la fondation de leur organisation syndicale. Les délégués des ouvriers se sont réunis le 7 février. Mais le gouvernement est intervenu. La réunion des ouvriers a été interdite et les délégués ont été empêchés de sortir de leurs villes respectives.

Le dimanche 16 février 97, le rassemblement de 2.000 ouvriers pétroliers de Téhéran devant la ministère du pétrole a été

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FF / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.